

le prolétaire

M 2414 - 393 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

OCT-NOV 1987

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 393

Mystification de l'anti-racisme bourgeois

L'été qui vient de s'écouler a été une fois de plus accompagné d'un sanglant cortège de crimes racistes, que ce soit à l'occasion de "bavures" policières ou lors de véritables ratonnades menées par des éléments fiers d'afficher leurs convictions d'extrême-droite.

Il ne s'agit pas là de faits divers isolés. La multiplication des agressions racistes et l'aggravation du racisme ambiant s'inscrivent dans un climat bien précis d'exaltation du nationalisme et du militarisme contre les ennemis extérieurs: Libye, Iran, terroristes arabes, intégristes musulmans. Les autorités renforcent encore ce sentiment xénophobe en désignant les étrangers en provenance du "Tiers-Monde" comme des terroristes en puissance et l'ensemble des travailleurs immigrés deviennent suspects aux yeux de l'opinion d'abriter des ennemis de l'intérieur. Le prétexte de la lutte anti-terroriste est en effet officiellement invoqué pour refouler ou faire la chasse aux travailleurs sans papiers, en fait pour renforcer la pression policière et étatique sur tous les travailleurs étrangers.

Les racistes suivent "instinctivement" et "spontanément" la même direction, leur hostilité se concentre sur la même cible, la fraction immigrée du prolétariat.

Développant ses fruits monstrueux en phase et selon des modalités qui découlent du climat politique, le racisme a des racines sociales. Le désarroi de la classe ouvrière devant la détérioration de ses conditions de vie et de travail, devant l'instabilité croissante de sa condition et la constatation pratique de l'incapacité du réformisme à le protéger, laisse libre cours à l'influence du racisme dans ses rangs.

Le réformisme lie les intérêts des travailleurs aux intérêts de l'économie nationale prétendue au-dessus des classes. Le racisme au fond fait de même en présentant aux travailleurs autochtones une apparente communauté d'intérêts entre tous les français, quelle que soit leur classe sociale, contre les travailleurs étrangers. Et il s'appuie pour cela sur la concurrence entre travailleurs qu'impose le capitalisme. Le développement du racisme dans la classe ouvrière est rendu possible par le réformisme qui lui a fait perdre toute tradition de lutte pour ses intérêts propres de classe, au profit de la collaboration de classes. De nombreux exemples ont montré comment des travailleurs pouvaient aller du P.S. ou du P.C.F. rejoindre la petite-bourgeoisie d'extrême-droite au Front National. Ce passage apparemment paradoxal d'un bout à l'autre de l'échiquier politique ne signifie pas que ces travailleurs ont abandonné des positions de classe; ni le P.S., ni le P.C.F. n'incarnent celles-ci. Ils sont tout bonnement passés de la pratique de la collaboration de classes à l'identification aux intérêts des classes adverses (1).

Au niveau général, ce phénomène accentue la paralysie de la classe et la laisse désarmée face aux coups de la bourgeoisie. Les solutions individuelles - et s'identifier aux intérêts d'une autre classe n'est possible que pour une petite fraction des travailleurs, qui agissent individuellement - se font toujours au détriment des solutions collectives. La force de la classe ouvrière se trouve dans son unité, qui se forge par delà la concurrence et les divisions en catégories, corporations, selon le sexe, l'âge, la nationalité ou la race. Ces divisions sont entretenues en permanence par le capitalisme, et la division entre français et immigrés est aujourd'hui la division qui est la plus lourde de conséquences néfastes pour tous les travailleurs. Le racisme ne peut être combattu efficacement parmi le prolétariat qu'en retournant aux méthodes et aux orientations de la lutte de classe ouverte contre la bourgeoisie et son Etat.

(Suite en page 3)

L'EVEIL DU PROLETARIAT COREEN !

Nous avons rappelé dans le dernier No du Prolétaire quelques chiffres fondamentaux qui illustrent les succès de la Corée du Sud. Sa croissance rapide depuis 25 ans en ont fait le premier des "Nouveaux pays industrialisés", l'élève modèle du F.M.I. -qui lui a accordé son satisfecit cet été-, l'exemple de la réussite du capitalisme à faire sortir un pays de la misère et du sous-développement. La réussite économique sud-coréenne se mesure à la concurrence croissante qu'elle livre aux grands pays industriels: aux U.S.A vis-à-vis desquels la Corée a depuis plusieurs années un excédent commercial, aux pays européens (qui le 14/9/87 ont décidé d'être "très ferme" contre les pratiques commerciales coréennes) et même au Japon auquel elle a ravi la première place dans la construction navale.

Mais comme le dit "Le Manifeste", la bourgeoisie produit avant tout, ses propres fossoyeurs. La croissance exubérante du capitalisme sud-coréen a entraîné une croissance parallèle de la classe ouvrière: 9 millions de personnes, dont 3 millions d'ouvriers d'industrie, selon les chiffres courants, pour 40 millions d'habitants.

Jusqu'à ces derniers temps cette classe ouvrière était réputée être attachée aux "traditions" du pays: discipline, respect de l'autorité et de la hiérarchie, frugalité, C'était même-là un des traits essentiels du "miracle" coréen que les bonnes âmes mettaient sur le compte des "vertus confucéennes" du peuple coréen.

En fait ces "vertus" étaient imposées par la répression et la dictature militaire. La Corée a au contraire une longue tradition de révoltes et d'insurrections, à commencer par l'insurrection anti-japonaise de 1919. Dès 1918 les révolutionnaires coréens ont participé à la fondation de l'Internationale Communiste; le Parti Communiste de Corée fut le premier à se constituer en Asie (en 1920).

Après la deuxième guerre et la guerre de Corée, et malgré l'occupation de la péninsule par les armées américaines, des rébellions renversèrent ou menacèrent à plusieurs reprises les gouvernements.

La dernière en date coïncida, en 1980, avec la récession économique mondiale qui se traduit par la plus grave crise économique du pays depuis la guerre. A la suite des troubles, le général Chun Doo-Hwan prit le pouvoir. Pour protester contre le coup d'Etat de grandes manifestations eurent lieu à Kwangju, au sud, zone turbulente du pays, auxquelles les autorités répliquèrent avec une brutalité qui mit le feu aux poudres: la police et l'armée furent chassés de la ville. L'opposition démocratique, qui avait pris de facto le contrôle de la ville fit la preuve de son attachement à l'ordre établi en refusant de prendre toute mesure d'auto-défense et en se fixant pour but de négocier avec l'armée afin d'éviter des violences. Au fond elle était du même côté que l'armée, dont elle ne divergeait que sur les méthodes. C'est pourquoi sa protestation contre le coup d'Etat ne pouvait être que platonique; c'était malgré elle qu'elle s'était trouvée à la tête d'un véritable mouvement de masse.

En conséquence des atterrissements et du pacifisme foncier des démocrates, l'armée put réoccuper sans trop de problèmes la ville au bout de quelques jours et se livrer à une orgie de répression. On évalue le chiffre des victimes à environ 2000 morts.

(Suite en page 6)



Accord Reagan-Gorbatchev prélude à la guerre

Touché à mort par une crise lancinante, qui n'en finit pas de lui creuser une tombe profonde, le capitalisme tente tant bien que mal de survivre en repoussant toujours à plus tard les grandes échéances où il devra une fois pour toute abattre ses dernières cartes. Sur le terrain économique l'expression la plus visible de la crise est certainement la fièvre de cheval qui s'est emparée de toutes les places financières internationales. Cette fièvre d'affaires, toutes juteuses encore,

permet aux représentants du capital -en tout cas à tous ceux qui sont chargés, de près ou de loin, de fonctions idéologiques- de répandre auprès du prolétariat l'illusion que le monde économique, dopé à l'optimisme affairiste, se porte comme un charme et que moyennant encore un effort supplémentaire de sa part, la société retrouvera le temps idyllique du plein emploi et de la sécurité.

Sur le plan des rapports de force militaires et interimpérialistes, il se passe un phénomène tout-à-fait assimilable. Alors que monte vertigineusement le militarisme bourgeois -matériel et idéologique- et que jamais la production d'armements n'a atteint de telles performances, l'impérialisme ne parle que de coexistence pacifique et de désarmement. Mieux que de seulement en parler, il donne l'illusion de mettre en pratique ses paroles pacifiques. Il n'a aucune honte à tenir de tels discours et simultanément encourager le complexe militaro-industriel à tirer en avant le reste de l'économie, en intensifiant le commerce d'armes qui lui seul ne connaît pas la fermeture des marchés. Au contraire, la crise en ébranlant tous les équilibres périphériques fragiles -on en a un exemple sanglant autour du Golfe- a suscité une immense demande en moyen de destruction. De même que le chômage est le réel indicateur de la crise économique et "l'engouement boursier" le vrai rideau de fumée, l'accroissement gigantesque de la production d'armes traduit l'insta-

bilité croissante du monde capitaliste, et donc son entrée dans une période d'avant-guerre (1), les discours et conférences sur la paix et le désarmement constituent le décor derrière lequel s'activent les préparatifs de guerre.

Nous avons déjà expliqué qu'après la dernière guerre impérialiste le monde avait été partagé en zones d'influence sur lesquelles régnaient les deux puissances d'un condominium ainsi établi sur les ruines de l'Allemagne, du Japon, sur la défaite de la France et sur le vieillissement de l'Angleterre. Mais ce condominium reposant sur l'écrasement des concurrents directs ne pouvait indéfiniment durer, bousculé par la remontée des puissances rivales et principalement du Japon et de l'Allemagne (qui conditionne d'ailleurs toute l'Europe).

Les rapports interimpérialistes, longtemps réduits à une confrontation U.S.A.-U.R.S.S. (notamment pour le partage de l'empire colonial de la vieille Europe), deviennent, avec l'émergence d'autres puissances et l'exacerbation

de la crise qui entraîne avec elle celle des contradictions d'intérêts même entre pays les plus "amis" ou "alliés", de plus en plus complexes et incertains. Le statu-quo du condominium se rompt, l'impérialisme américain ne vit plus que du crédit qu'il tire du Japon et supplie l'Allemagne de gonfler ses volumes d'importations pour réoxygéner son économie moribonde !

La crise capitaliste, en même temps qu'elle donne au discours libéral (y compris à l'Est) une résonance jamais atteinte jusqu'ici, exacerbe la concurrence entre Etats rivaux et derrière le masque (encore un) de la liberté du commerce bénie, pousse chaque capitaliste à se protéger des concurrents par des barrières toujours plus hautes et larges. Elle a donc ainsi comme autre effet direct et inéluctable de mettre en doute les vieilles alliances entre blocs d'intérêts formés sous une autre situation. Elle amène donc chaque capitaliste à se reposer la question des liens

(Suite en page 6)

L'ECONOMIE MONDIALE DANS LA ZONE DES TEMPETES

Depuis quelques mois, les titres alarmistes et les avertissements inquiets réapparaissent dans la presse économique internationale, au point qu'on évoque à nouveau le spectre de 1929, c'est à dire la possibilité d'une crise catastrophique de l'ampleur de celle de l'entre-deux guerres.

Ce ne serait là qu'un symptôme d'une portée limitée s'il ne s'y ajoutait les diagnostics de plus en plus sombres des organisations économiques internationales et la succession ininterrompue de rencontres économiques au sommet sans résultats et ponctuées d'épisodes de guerre économique.

Tous les indicateurs économiques des statistiques bourgeoises indiquent un ralentissement de la production, une stagnation progressive de l'expansion du commerce mondial, alors que tend à redémarrer l'inflation.

Comme nous l'avions indiqué dans les colonnes du "Proletaire", la reprise économique après la récession de 80-81-82, particulièrement vigoureuse aux USA et qui s'était accompagnée d'un accroissement du commerce mondial presque aussi puissant que lors des reprises précédentes (1968, 1975) n'a fait que jeter les bases d'une récession future plus grave encore.

En 1982 le capitalisme mondial a réussi à surmonter un grave problème d'endettement des pays de jeune capitalisme, créé par le recours massif au crédit à la fin des années 70 et la dépression de l'activité économique provoquée par la récession. La solution à ce grave problème qui avait mis en péril le système bancaire international a consisté à "ré-échelonner" la dette (à différer dans le temps son paiement) et à imposer des programmes "d'ajustement" supportés par la classe ouvrière et les masses exploitées, afin que les économies de ces pays dégagent suffisamment de ressources, notamment à l'exportation, pour payer les intérêts et être en mesure de rembourser plus tard le "principal" de la dette. Le "scénario de base" du FMI publié en 1985 prévoyait que ces problèmes d'endettement seraient "gérables" à condition que l'économie mondiale connaisse une expansion supérieure à 3% jusqu'à la fin de la décennie, et que les flux financiers en direction de ces Etats ne se ralentissent pas. Dans cette optique, les USA mirent alors au point le "plan Baker", formellement adopté lors de sommets internationaux, pour que les banques continuent à prêter aux pays endettés.

Mais si en renvoyant dans le temps la solution de ces problèmes, le capitalisme mondial les a rendus moins aigus, la contre-partie est qu'ils sont devenus d'une part chroniques; d'autre part le remède administré à chaque pays (augmentation des exportations, diminution des importations) ne pouvait au niveau général qu'aggraver le mal constitué par l'engorgement des marchés. Pour que les choses s'améliorent vraiment et durablement, il aurait fallu que les pays développés acceptent d'abandonner des parts de marché aux pays endettés et qu'ils acceptent généreusement de subventionner à perte ces derniers: autant dire qu'il aurait fallu qu'ils cessent d'être impérialistes pour devenir de parfaits philanthropes.

Le miracle n'a pas eu lieu. Malgré toutes les résolutions internationales, les grandes banques n'ont cessé de diminuer leurs prêts; les flux financiers se sont inversés et sont maintenant orientés en direction des grandes métropoles impérialistes. De l'avis général, le plan Baker a échoué; les banques "provisionnent" les uns après les autres leurs créances sur les pays en développement, c'est à dire les passent par profits et pertes. L'autre condition du FMI n'est plus remplie non plus, car le Fonds est obligé de reconnaître que la croissance de l'économie mondiale ne dépassera pas 2,7% cette année.

Tous les éléments d'une crise d'endettement se mettent en place, avec les risques qu'elle entraînerait sur le système financier international qui est le moteur des échanges commerciaux mondiaux.

Ce problème n'est pas le seul des déséquilibres qui menacent l'économie internationale. Il faut lui ajouter celui qui a sa source au coeur de l'économie américaine; les Etats-Unis sont devenus le pays le plus endetté du monde et cette dette croît au rythme des gigantesques déficits qui en font le moteur de l'économie mondiale: déficit du commerce extérieur, déficit de la balance des paiements, déficit du budget.

Il y a quelques mois, le nouveau chef du FMI décrivait, dans une interview, "les 3 risques principaux" courus par l'économie mondiale. Il commençait

par la dette des "pays en développement" dont nous venons de parler; puis il décrivait le deuxième risque: "Il serait étonnant que les Etats-Unis réussissent ce qu'aucun pays jusqu'à ce jour n'est parvenu à faire, à savoir procéder à l'ajustement de ses comptes extérieurs sans freinage de l'activité intérieure. Or le monde ne peut se payer une récession de l'économie américaine, pas plus qu'il ne pourrait supporter la prolongation indéfinie des déséquilibres de balance des paiements de l'ampleur que nous connaissons."

L'honorable banquier veut dire qu'une récession américaine plongerait automatiquement le monde dans une grave crise économique.

Le troisième risque, "le plus menaçant" selon le Directeur du FMI, est constitué par "l'énorme surplomb d'un secteur financier proliférant qui recouvre de son ombre l'économie réelle et menace de l'étouffer"(1).

Ce risque représenté par le secteur financier commence à être évoqué de tous côtés. Le PCF en fait même son thème de propagande favori, en parlant du "cancer financier" qui "ronge" l'industrie. Si l'on en croit l'opportunisme post-stalinien, les capitalistes, en préférant investir leurs capitaux à la Bourse ou dans d'autres activités spéculatrices pour gagner facilement de l'argent, au lieu de les investir honnêtement dans la production, provoquent la crise et le chômage. L'idée fondamentale est qu'un bon capitalisme, sans contradictions ni exploitation, est possible, pourvu que les mauvais côtés, dus à la méchanceté ou à l'esprit de lucre des capitalistes individuels soient éliminés grâce à l'effort de nos réformistes.

Qu'en est-il réellement ?

Le développement exubérant du dit secteur financier est né à la suite de la forte reprise économique aux USA à partir de 1983. Il était alors la conséquence directe de la reconstitution des profits des entreprises américaines. Cette reconstitution des profits attirait les capitaux étrangers en multipliant les possibilités de placement attractif. Ce drainage des capitaux extérieurs était accentué par les besoins de financement du déficit budgétaire de l'Etat, déficit qui, lui-même, servait à entretenir la reprise. Comme nous l'avions noté, la reprise économique célébrée au son du monétarisme Reaganien, a très classiquement fait appel aux méthodes "Keynesiennes" d'intervention de l'Etat dans la vie économique (2).

Une impulsion particulière à l'ampleur et au rôle du secteur financier a été donnée par la vague de restructurations, de fusions et de concentrations de grandes sociétés qui a accompagné la réactivation de l'économie.

Cette vague de concentrations a pris souvent la forme de furieuses batailles financières, impliquant pour chacun des protagonistes, la possibilité de mobiliser des masses énormes de capitaux. Elle est bien finie la période où on ne jurait plus que par les petites entreprises, les seules, qui auraient été capables de créer des emplois et de sortir de la crise ! La tendance permanente à la concentration s'est manifestée de nouveau et à un degré rarement atteint. Parti des USA, ce mouvement parallèle de restructuration de l'économie et de croissance des marchés financiers a progressivement gagné le reste du monde au rythme où, à la suite de la locomotive américaine, se généralisait la reprise économique. Les traits les plus spectaculaires en sont la remise en cause ou l'affaiblissement d'anciens monopoles et de positions qui semblaient acquises, sous la forme d'ouverture de marchés protégés, de privatisations y compris de certains services essentiels, de fusions et de concentrations et, au niveau financier, de la disparition de nombreux obstacles à la circulation du capital sous la forme de la "dérégulation" des activités bancaires et des marchés financiers. Cette chute de différentes barrières et règlements facilite l'unification d'un marché mondial des capitaux, qui correspond à l'internationalisation toujours plus grande des différentes économies, à l'émergence de nouvelles entreprises "multinationales" et permet donc un développement accru des échanges et une croissance plus grande des forces productives.

Mais contrairement aux vœux des réformistes, le mode de production capitaliste est contradictoire et il ne peut échapper à ses propres limitations. Le volcan de la production s'oppose au marais du marché.

Si sous sa forme argent le capital arrive à accélérer son mouvement au point de donner l'illusion d'une croissance sans frein, il lui faut tôt ou tard se transformer en marchandises et trouver des acquéreurs sur un marché qui est

limité. C'est alors qu'éclatent les crises de surproduction, d'autant plus violentes que le développement des activités financières ("ce système artificiel d'extension forcée du procès de reproduction du capital", comme dit Marx à propos de toutes les formes de crédit) a été plus démesuré.

Les inquiétudes qui percent périodiquement à travers l'euphorie des records à son origine dans la conscience diffuse que l'expansion financière actuelle ne repose plus sur une base économique solide.

Un financier allemand estime que: "La bulle spéculative qui se manifeste par la hausse des bourses dans le monde entier peut crever à n'importe quel moment sans préavis" (3); tandis qu'un banquier français plus optimiste juge néanmoins que "les risques d'emballlement sont perceptibles sur des marchés (bourses-NDLR) qui ne reflètent pas toujours et souvent dénaturent le processus économique réel. (...) Dès maintenant le risque est grand d'un retournement sur l'ensemble des marchés financiers"; cependant "le recul pourra être maîtrisé, les effets en chaîne limités sur les places qui, grâce à des prescripteurs informés et prudents, auront maintenu une juste proportion entre les cours des actions et les résultats prévisibles des sociétés"(4). Cette prudence raisonnable semble saugrenue au centre de l'économie mondiale, aux Etats-Unis, où "la communauté financière danse sur un volcan (...). Tôt ou tard une récession mondiale assènera un coup mortel à des marchés financiers dont la croissance est sans précédent depuis une génération. Mais dans l'esprit des investisseurs, il y a toujours l'espoir de faire encore des affaires avant la retraite finale (...) et les festivités continuent alors que gronde et fume le volcan." (5)

On voit donc à travers les dires des bourgeois les plus lucides que ce secteur financier tend à échapper à tout contrôle, à se développer bien au-delà des possibilités réelles de l'économie, jusqu'à se transformer en activités spéculatives. Aux Etats-Unis, "l'explosion des marchés financiers" a provoqué l'apparition de toute une faune de requins de la finance qui écumant les bourses, de "raiders" (aventuriers) spécialisés dans des "O.P.A." sauvages pour s'emparer de sociétés et les revendre avec bénéfice presque aussitôt, sans autres raisons économiques. L'Etat a été contraint de réagir, officiellement pour "moraliser" la bourse, en fait pour tenter de freiner son développement anarchique qui devient menaçant. Nombre de banquiers ou de financiers en vue ont été inculpés pour activités frauduleuses et la menace de sévir contre l'usage de la drogue a même été brandie en direction de certaines des plus grandes entreprises financières de Wall-Street. Mais les autorités ne peuvent freiner l'activité financière sans courir le risque de déclencher ce qu'elles cherchent à éviter, c'est à dire une récession.

Ce processus fait frémir d'horreur les partisans d'un capitalisme harmonieux et sans contradictions. Malheureusement pour les réformistes il était déjà connu et décrit dès le siècle dernier par Marx, comme caractéristique de la marche du capitalisme:

"...Une fois que le procès de reproduction a retrouvé l'état de prospérité qui précède celui d'extrême tension, le crédit commercial connaît une très grande extension qui repose alors de nouveau réellement sur la base "saine" de rentrées faciles et d'une production élargie. A ce stade de la conjoncture, le taux d'intérêt reste encore peu élevé (...). En fait c'est le seul et unique moment où l'on peut affirmer qu'un taux d'intérêt faible, d'où une relative abondance de capital prêté, coïncide avec une extension réelle du capital industriel. (...) Par ailleurs entrent maintenant en scène, en nombre considérable, les chevaliers d'industrie, qui travaillent sans capital de réserve, ou même sans capital du tout et, par suite, n'ont absolument d'autre ressource que d'opérer avec du crédit financier. Il vient s'y ajouter maintenant aussi l'extension considérable du capital fixe sous toutes ses formes et la création en masse de nouvelles et importantes entreprises. L'intérêt monte, atteignant alors son niveau moyen. Son maximum il l'atteint de nouveau dès qu'éclate la nouvelle crise: le crédit cesse brusquement, les paiements sont suspendus, le procès de production paralysé..." (6)

Marx souligne en outre que "dans ce monde de papier" de la finance, "tout est à l'envers" et qu'au lieu de choses concrètes, il n'est question que de billets de banque, de titres, d'actions - et aujourd'hui de la floraison extraordinaire de "produits financiers" en tout genre. Cela ne doit pas faire perdre de vue que la cause de

la crise réside entre la disproportion entre la production et le marché, autrement dit dans la surproduction.

Le "cancer financier" n'est donc pas la cause profonde de la crise comme le croient les réformistes et certains bourgeois; il en est un signe avant-coureur, même quand les crises revêtent l'apparence de crises monétaires ou financières.

Quelle est la situation actuelle ? La plupart des économistes bourgeois admettent que l'économie mondiale est entrée dans une phase de turbulences; mais ils pensent qu'il est possible d'éviter une récession à l'aide de mesures de concertation entre les grands pays. Les sommets se succèdent donc, mais sans autres résultats que de vœux pieux. Les USA veulent évidemment que ce soient les autres qui fassent les frais de l'opération. Cependant ils n'ont pas réussi pour l'instant à réellement casser le déferlement de marchandises japonaises, ni à contraindre l'Allemagne comme en 1978 à relancer son économie pour lui faire jouer à son tour le rôle de locomotive de l'économie mondiale. Cet échec illustre la modification des rapports de force au détriment des Etats-Unis mais de toutes les façons des mesures de relance ne pourraient que représenter un maigre ballon d'oxygène pour l'économie mondiale. La surproduction est déjà manifeste: beaucoup de grandes entreprises sont obligées de se tourner vers les activités financières pour trouver le profit qu'il leur est difficile d'espérer dans la vente de leurs marchandises. Par exemple le géant français de l'électronique Thomson a réalisé le tiers de son profit l'an dernier dans des opérations financières et la mévente de ses matériels militaires le conduit à prévoir des milliers de suppression d'emplois; le groupe allemand Volkswagen a, lui, perdu dans la même période l'équivalent de son profit annuel dans des activités financières malheureuses. Le capital n'arrive plus que difficilement à s'investir de façon profitable dans la production et il se tourne vers le secteur financier dont il alimente la vertigineuse expansion.

La surproduction de marchandises semble freinée, mais c'est pour réapparaître sous forme de surproduction de capital.

Fermeture progressive des marchés des pays périphériques, heurts monétaires qui préfigurent une guerre commerciale à outrance, menaces croissantes sur le système financier international hypertrophié, le processus qui mène à une nouvelle récession mondiale est enclenché. Malgré le développement énorme de leurs appareils statistiques, malgré leur armée d'économistes et de spécialistes, malgré la multiplication de leurs possibilités d'intervention économique, les tout-puissants Etats modernes sont incapables de contrôler le cours cahotique de l'économie capitaliste.

Et de reprises en récessions, les contradictions internes à ce mode de production sont condamnées à s'aggraver à chaque fois, entraînant avec elles leur cortège de souffrances et de misère pour les masses exploitées, jusqu'à ce que le prolétariat international retrouve la force de briser le système capitaliste et d'instaurer le socialisme, ou que le capitalisme plonge le monde dans une troisième guerre mondiale pour détruire les forces productives en surnombre et faire de ce bain de sang, un bain de jouvence de son maudit système d'exploitation.

- (1) "Le Monde", 23/12/86
- (2) cf "Où va l'Amérique ?", in "Le Prol." n°381
- (3) "L'Expansion", 5/6/87
- (4) "Le Monde", 14/4/87
- (5) "Financial Times" 16/6/87
- (6) "Le Capital", chapitre 30, livre 3

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus Versements:
Timbres-poste, mandats ou chèques à l'ordre de Dessus. Abonnements au PROLETAIRE: 50 FF 200FB
25 FS 12000L Abonnements de soutien: 100FF 400FB
40FS 25000L PROGRAMME COMMUNISTE: (4 No) 80FF
400FB 24FS 20 000L soutien: 160FF 1000FB 50FS
40 000L Abonnements à IL COMINISTA: 60FF 240FB
30FS 12000L soutien: 125 FF 500FB 60FS 30 000L
Imprimé par nos soins

Chômeurs: rompre avec les illusions électoralistes

Une controverse se déroule actuellement parmi les éléments qui travaillent à la constitution de structures de lutte des chômeurs (1). Le journal "CASH" met en avant la revendication d'un revenu garanti pour les chômeurs et il estime que c'est là la revendication centrale qui doit être l'objectif commun et unifiant de toutes les organisations de chômeurs. Cette perspective est sans aucun doute séduisante et elle répond à un besoin pressant des chômeurs, de moins en moins bien indemnisés et réduits souvent à une quasi-mendicité auprès des organismes sociaux. Mais nous allons voir que la façon dont CASH l'avance est proprement désastreuse, au point d'être en contradiction avec les efforts pour le développement d'un mouvement réel et efficace de défense des chômeurs.

CASH présente sa revendication sous la forme d'un "Manifeste pour la garantie des moyens d'existence pour tous" qui est rédigé comme une proposition de loi soigneusement écrite et dont la plupart des articles sont repris des lois en vigueur dans plusieurs pays occidentaux. Ce projet de loi est introduit par un préambule qui réunit des citations de la "Charte de la résistance", de la "Déclaration universelle des droits de l'homme" et de la "Constitution française de 46, à laquelle se réfère celle de 58".

À la lecture de ce projet de loi juridiquement si bien écrit, argumenté de façon si modérée et agrémenté par de si belles "Déclarations" on reste admiratif devant la capacité de CASH à singer jusque dans les détails l'hypocrite phraséologie bourgeoise. Les chômeurs et précaires dont CASH est l'organe ont su éviter le piège dans lequel était tombé il y a quelques années le P.C.I./O.C.I./M.P.P.T.; ce dernier avait lancé une campagne pour l'adoption d'une loi interdisant les licenciements ! Même le travailleur le plus naïf et le plus abruti par la propagande réformiste ne pouvait manquer d'être pris d'un doute sur la possibilité pour le Parlement de voter une telle loi, et au cas où elle serait votée, sur son respect par les patrons.

CASH est moins ambitieux et en apparence plus sérieux; il ne veut pas supprimer le chômage par décret parlementaire, il veut seulement donner un revenu garanti aux millions de sans-travail. Mais en fait la démarche est la même et ressort du même crétinisme parlementaire.

Depuis des années, depuis que la crise économique mondiale, au lieu de s'estomper, ne cesse de s'approfondir au delà des variations parfois à la hausse du cycle productif, la marée du chômage ne cesse de monter. En même temps tous les Etats rognent, démantellent les "protections", les "garanties", les "avantages" autrefois concédés aux prolétaires en échange de la paix sociale. L'Etat-providence coûte trop cher, il nous handicape dans la concurrence internationale, répètent les capitalistes sur tous les tons; et ils vantent aux travailleurs les bienfaits de "l'effort", du "courage", les attraits du "risque" et de "l'aventure". Cette tendance au "libéralisme" est une tendance internationale qui ne s'explique pas par des phénomènes de mode intellectuelle ou d'opinion, mais par de puissantes déterminations économiques.

Avec son projet de loi, CASH agit comme s'il voulait renverser cette tendance irréversible du capitalisme qui le pousse à s'attaquer toujours plus à la classe ouvrière. Mais en fait, cette tendance CASH l'ignore ou feint de l'ignorer et s'imagine que les orientations du capitalisme sont le simple et libre résultat de la libre opinion des électeurs. Et puisque les chômeurs sont si nombreux, tous les partis - pense-t-il - seront obligés de reprendre leurs revendications, s'ils veulent leurs voix... CASH s'adresse donc à tous les parlementaires, aux partis politiques, etc (2).

Ce que le crétinisme électoral et parlementaire est incapable de comprendre, c'est que les élections ne sont pas le moment où s'exprime "la souveraineté populaire", mais le moment privilégié de l'intoxication des masses en faveur du capitalisme, le point fort du bourrage de crâne bourgeois. Comment expliquer que la gauche, élue pour améliorer le sort des travailleurs et des couches défavorisées qui avaient voté massivement pour elle, ait fait baisser pour la première fois depuis la guerre à cette échelle le salaire réel, qu'elle ait réduit au chômage ses propres électeurs en provoquant des licenciements par dizaines de milliers, tout en restaurant le profit des entreprises ?

Pour le marxisme la réponse est simple: ce sont les intérêts économiques et politiques de la classe dominante qui déterminent les orientations et la politique de l'Etat, pas les chiffons de papier entassés dans les urnes ni

les promesses électorales aussi généreusement dispensées qu'inévitablement "oubliées".

Qu'on nous comprenne bien: nous ne prétendons pas qu'il n'y a rien à faire, qu'il n'est possible d'obtenir aucune amélioration, qu'on ne peut faire reculer le patronat et l'Etat sans la révolution et la prise du pouvoir.

Mais nous affirmons qu'on ne peut rien obtenir sans lutte, sans imposer un rapport de forces favorable et surtout pas en se fiant aux élections et au Parlement. Lorsque les premières poussées de chômage massif touchèrent la France en 74, l'Etat accorda les 90 % du salaire aux licenciés économiques ouvertement pour éviter une multiplication de "phénomènes LIP" et avec l'idée, exprimée par Pompidou que "un million de chômeurs et la société explose". Quand la bourgeoisie constata qu'avec 1, 1,5 puis 2 millions, etc, la société, grâce au réformisme, ne courrait aucun risque, elle entreprit de revenir sur cette mesure.

Les réformistes de CASH ne pourront pas inverser la tendance ou dresser un barrage à l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie avec leur proposition de loi et leur stratégie électoraliste; et en focalisant les revendications des chômeurs sur la farce électorale, ils ne pourraient que les condamner à l'impuissance, en les détournant de la préparation à une lutte réelle. Ce n'est que lorsque la bourgeoisie recommencera sinon à craindre l'explosion de la société, du moins à craindre pour la paix sociale, lorsqu'elle sera confrontée à un puissant mouvement de lutte sur des bases radicales, c'est-à-dire de classe, qu'elle prendra en considération les revendications des chômeurs.

En attendant, elle a suffisamment d'expérience politique pour faire miroiter ses attrappe-nigauds, elle a suffisamment de partis politiques, de syndicats réformistes, de professionnels en tout genre de la paix sociale qui cherchent tous à duper les travailleurs et à défendre la société capitaliste, pour faire surgir au sein même des chômeurs et des précaires de bons apôtres prêts à vendre le mouvement (potentiel) des chômeurs contre... une poignée de poudre aux yeux électorale.

La revendication d'un revenu décent pour les chômeurs est une exigence vitale qui n'a pas besoin de se justifier en se camouflant derrière les mensonges des Constitutions bourgeoises. Les revendications

que nous agitions en permanence sont les suivantes:

- Salaire intégral à tous les travailleurs licenciés, sans limitation et sans conditions.

- Salaire intégral en cas de réduction d'horaire

- Salaire égal au salaire minimum (qui doit être fortement réévalué selon les besoins des travailleurs) pour tout demandeur d'un premier emploi.

- Salaire intégral aux immigrés, frontaliers ainsi qu'au personnel temporaire.

- Retraite égale au salaire

Ces revendications doivent être liées aux autres revendications qui intéressent la classe ouvrière, et avant tout:

- Réduction importante de la durée du travail, en commençant par les 35 heures, sans diminution de salaire et abaissement important de l'âge de la retraite.

Ces revendications four-nissent une orientation de classe, en opposition directe aux intérêts capitalistes, et en rupture totale avec les orientations du réformisme qui cherche toujours des revendications compatibles avec les exigences du capital. Nous ne cachons pas que pour être obtenues, elles nécessitent un puissant mouvement de lutte, unifiant actifs et chômeurs, dont les prémices n'existent même pas aujourd'hui. Elles indiquent une direction qui implique le recours aux méthodes de la lutte de classe, un travail de très longue haleine pour jeter les bases d'un mouvement de classe; elles ne sont pas des revendications ultimatistes gênant ce travail qu'elles aident au contraire car elles sont une réponse non artificielle aux besoins de la classe ouvrière.

Prétendre que, parce qu'on n'a pas la force de constituer ce mouvement de lutte classiste, on peut utiliser les moyens que nous offre la bourgeoisie, c'est tout simplement renoncer à se donner cette force, renoncer à jamais obtenir ce pour quoi on dit lutter.

La classe ouvrière ne trouvera en effet en elle la force de lutter et de vaincre, que lorsqu'elle aura compris qu'il lui faut rompre avec les illusions réformistes et les impasses paralysantes de la collaboration de classes, dont CASH est un énième propagateur. ●

(1) cf "Le Proletaire" No 392

(2) Dans son No 7, CASH se félicite de quelques phrases creuses que lui a envoyées en réponse le fils De Gaulle !

Mystification de l'anti-racisme bourgeois

(Suite de la page 1)

Le réformisme est évidemment à cent lieues d'une telle perspective qui signifierait sa perte. Ses poses anti-racistes ont donc souvent pour but essentiel de faire oublier ses responsabilités dans la situation où se trouve le prolétariat, son rôle actif dans la diffusion du chauvinisme parmi les travailleurs, son action sur le terrain pour laisser les luttes des immigrés isolées, son action dans les municipalités pour appliquer les quotas racistes dans les logements sociaux, son action anti-ouvrière au gouvernement, etc.

Dans le meilleur des cas, il ne peut aller au delà de l'anti-racisme bourgeois, qui sous des belles phrases moralisantes, revient à prôner une exploitation "démocratique", une répression "humaine" et la défense "raisonnable" et "sans excès chauvins" de "notre" impérialisme. Voir par exemple le M.R.A.P. qui propose comme riposte aux crimes racistes des "comités de prévention" regroupant tous les démocrates de bonne volonté pour donner des leçons de morale à la jeunesse.

Mais c'est Harlem Désir qui a donné cet été à la télé une brillante démonstration de cet anti-racisme bourgeois. Son émission a été encensée par toute la presse. Le leader de SOS-racisme y a affirmé son nationalisme (il est ému par la vue du drapeau tricolore), l'a-politisme de son anti-racisme ("dans la lutte contre le racisme, il n'est pas question de droite ou de gauche"), son accord avec la répression contre les "clandestins" (mot-croisé utilisé par la bourgeoisie pour parler des sans-papiers et viser tous les travailleurs immigrés), pour les expulsions (mais, attention, à condition qu'elles se fassent "dans toutes les règles du droit", n'oublions pas que H.D. est un humaniste !). Il est un farouche partisan de l'intégration, qui est une bonne chose pour la société, mais son audace tourne vite court: "il faut d'abord convain-

cre tous les français" avant de donner le droit de vote aux immigrés. Le P.S. va plus loin ! Enfin, notre héros des médias a su montrer qu'il est progressiste en condamnant l'apartheid et la situation des noirs en Afrique du Sud et faire preuve de responsabilité en refusant de prendre position sur la Nouvelle-Calédonie: SOS-racisme a toujours refusé de faire le moindre geste contre l'impérialisme français...

Bref, un discours classique de politicien bourgeois à vagues prétentions sociales.

L'autre exemple de l'hypocrisie répugnante de l'anti-racisme bourgeois a été la mobilisation anti-Le Pen de la classe politique à l'occasion des déclarations du chef du Front National sur les chambres à gaz.

Tous les politiciens, de droite ou de gauche se sont vertueusement indignés de sa petite phrase, alors que les discours quotidiens et la propagande constante du Front National contre les travailleurs immigrés ne choquent pas ces bonnes âmes.

Il est clair qu'il s'est agi d'un prétexte pour discréditer une formation politique gênante pour les Présidentielles. Mais ce prétexte ne pouvait pas être trouvé dans les positions anti-ouvrières et anti-travailleurs immigrés du Front, car tous partagent ces positions et à la différence du Front les ont appliqués; ils ne divergent que sur l'intensité, l'opportunité, donc sur le détail. Mais le prétexte a été trouvé lorsque Le Pen s'est fait prendre en flagrant délit de contradiction avec l'idéologie dominante officielle, celle de l'anti-fascisme démocratique, de l'union nationale contre "la barbarie nazie", qui a fait participer le prolétariat à la seconde guerre impérialiste et qui lui a fait "se retrouver les manches" pour reconstruire l'Etat français. Cette idéologie joue toujours son rôle d'alibi pour l'impérialisme, comme l'a montré encore récemment le procès Barbie (2).

Un certain courant d'anti-sémitisme exis-

te encore dans la bourgeoisie et il est lié aux rivalités inter-bourgeoises. Nul doute que Le Pen soit anti-sémite et il a eu en tout cas la maladresse de le laisser échapper alors qu'il veut abandonner ses habitudes de tribun de groupuscule d'extrême-droite pour se donner une respectabilité de candidat à la Présidence. Tant qu'il avait le bon goût de ne pas le crier publiquement, son anti-sémitisme était admis. Les milieux influents de la communauté juive n'en faisaient pas un casus belli, car Le Pen avait pour eux le gros avantage d'être un partisan résolu de l'Etat d'Israël. "Tribune Juive" avait même écrit que Le Pen n'était pas anti-sémite; et l'Association parlementaire France-Israël avait même choisi comme vice-président un député du Front National.

La "découverte" soudaine de l'anti-sémitisme de Le Pen fait donc sourire, mais le brevet de bonne conscience anti-raciste que tous les politiciens se donnent en dénonçant Le Pen à cette occasion, avec la participation de divers groupes trotskystes, doit être dénoncé comme une pure et simple mystification.

Ces partis politiques sont, tout autant que Le Pen des ennemis déclarés de la classe ouvrière; toute alliance avec eux, toute union avec des forces bourgeoises: contre le supposé ennemi principal est un danger mortel pour la classe ouvrière. Pour en finir avec le racisme, il n'y a pas d'autre voie que la lutte résolue contre les patrons et l'Etat bourgeois dans l'unité des prolétaires de toute race et de toute nationalité. ●

(1) "Libération" a publié il y a peu une enquête sur la création d'une section du F.N. à Marseille par des dockers auparavant "de gauche"; ils ont adopté une attitude de "jaunes" en diffusant des tracts anti-grève lors des luttes de cet hiver sur le port de Marseille. Mais qui a fait avorter le mouvement des marins en lui donnant comme orientation la défense de l'armement français et en suspendant la grève à une décision du Conseil d'Etat ? Ce sont les dirigeants collaborationnistes de la CGT, pas le F.N.

(2) cf Le Proletaire n°392: "Procès Barbie: un opaque rideau de fumée" et notre brochure "Auschwitz, ou le grand alibi".



JEUDI 25 SEPTEMBRE: LES PARENTS DE HOUARI BEN MOHAMED, ASSASSINÉ À 17 ANS PAR LE CRS TAILLEFER, CRIENT LEUR COLÈRE CONTRE LE TRIBUNAL QUI N'A CONDAMNÉ QU'À QUELQUES MOIS DE PRISON SON MEURTREUR. LES SOUDISANT "RÈGLES DU DROIT" NE SONT QUE L'EXPRESSION DE LA JUSTICE DE CLASSE !

AFRIQUE DU SUD

La classe ouvrière à l'avant-scène

Le développement capitaliste en Afrique du Sud, fondé sur l'exploitation effrénée des masses noires soumises au régime social discriminatoire de l'apartheid, a produit non seulement la classe ouvrière la plus nombreuse et la plus concentrée de tout le continent africain, mais a aussi créé les plus formidables conditions matérielles et sociales pour que surgisse à grande échelle la lutte de classe, celle du prolétariat contre le capital et l'ordre bourgeois.

La répression et le contrôle féroce qui se sont exercés sur les masses noires depuis que la découverte des richesses minières a provoqué la danse frénétique du capital et arrachés les indigènes à leur tribu et à leur terre pour les soumettre à l'esclavage salarié, a constitué un obstacle pendant des décennies à l'organisation des prolétaires noirs, mais a aussi été une dure école de résistance où ils ont appris que seule la lutte de classe peut faire reculer le pouvoir capitaliste.

Après la période de résistance civile pacifique défendue par l'ANC, le PAC et le parti communiste sud-africain stalinien, à laquelle il sera mis fin par l'Etat avec les massacres de Sharpeville en 1960, s'est ouverte une période intermédiaire des luttes sociales jusqu'au début des années soixante-dix qui allait faire passer le poids de la résistance contre l'apartheid des classes moyennes noires, aspirant à une identité nationale et à une reconnaissance de leur statut, à la classe ouvrière et à son affrontement direct avec le capital et le pouvoir bourgeois.

Le prolétariat réapparaissait ainsi pour lui-même sur la scène des luttes de classes avec les premières grèves de Namibie en 1971, celles de 1972 des conducteurs de bus de Johannesburg, de Pretoria et celle des dockers de Durban et du Cap (1). Ces premières grèves ne furent pas des luttes massives; on comptait 6000 grévistes en Namibie, 650 chauffeurs et 4000 dockers. Mais en rompant le silence forcé du prolétariat elles ouvraient une nouvelle période de lutte où la classe ouvrière apparaîtra désormais comme force agissant avec ses propres problèmes, ses propres structures d'organisation et non plus seulement comme fond de décor de la politique nationale-démocratique de l'ANC, du PAC ou menchévique du PC sud-africain. En 1973, les grèves s'étendront à tous les secteurs publics, de l'industrie manufacturière et aux mines. De ces premières luttes sont nées la nécessité d'organiser la solidarité, d'élargir les luttes et donc la nécessité de l'organisation syndicale des prolétaires pour la défense quotidienne de leurs intérêts.

Mais plus que jamais aussi naissait de cette même période une inquiétude grandissante non seulement de la bourgeoisie blanche face à un mouvement qu'elle sait ne jamais pouvoir mater par la seule force des armes, mais aussi des classes intermédiaires noires qui devaient dès lors redoubler leurs efforts d'intégrer la lutte des prolétaires noirs dans leur stratégie de lutte pour un Etat national démocratique.

A propos de la grève à la Coronation Brick and Tile Co de 2000 ouvriers en 1973, Buthelezi, carpelette attirée du pouvoir blanc, exprimera ainsi cette inquiétude: "Mettre les gens à la porte dans de telles circonstances, c'est abuser de l'insécurité des noirs en général. Cette insécurité est dangereuse, car les noirs pourraient bien se demander un jour ce qu'ils ont réellement à perdre!". Cet avertissement, la bourgeoisie blanche n'en avait même nullement besoin pour comprendre la situation et la nécessité de promulguer certaines réformes à la fois nécessaires au capital en mal de main-d'oeuvre qualifiée, et à la stabilité sociale, le tout étant combiné avec un renforcement général des dispositifs militaires et policiers de répression et de contrôle.

Le massacre de Soweto sera une tentative vaine d'ouvrir, comme après Sharpeville, une nouvelle période d'accalmie pour l'ordre négrier, mais au feu nourri de l'armée, des flics et des nervis, le prolétariat répondra par une accentuation de sa pression et de son organisation.

La multiplication des grèves, la centralisation des organismes syndicaux assurant une meilleure coordination des luttes, permettant d'organiser la solidarité à vaste échelle et de mieux encadrer les prolétaires dans la définition des objectifs de lutte, seront la réponse ouvrière à la répression armée et à l'Etat d'urgence permanent. Comme le montre le tableau ci-dessous, le nombre de grèves -principal indicateur du développement de la lutte ouvrière- ne cesse d'augmenter, et les grèves ne cessent de mettre en mouvement une masse de prolétaires toujours plus grande.

1979: 101 GREVES	1983: 336 GREVES
1980: 207 GREVES	1984: 464 GREVES
1981: 342 GREVES	1985: 389 GREVES
1982: 394 GREVES	1986: 793 GREVES

La classe ouvrière prend donc au fil du temps une importance toujours plus grande dans la lutte sociale et son ac-

tion éclipse tous les appels à la prière démocratique des Tutu et Cie. La crise capitaliste mondiale qui secoue l'Afrique du Sud et engendre par la politique économique du gouvernement Botha une forte inflation délibérée pour diminuer les importations (2), n'a fait que pousser à l'extrême l'exacerbation des contradictions sociales. Le capitalisme sud-africain n'a pas les moyens d'acheter le prolétariat noir, il doit sa bonne fortune aux bas salaires qu'il lui verse et le relèvement de ceux-ci ne pourrait intervenir que sous l'effet d'une puissante poussée ouvrière associant l'ensemble des forces du prolétariat à l'échelle nationale et brisant pour cela le carcan de l'apartheid.

La restructuration de l'industrie sud-africaine que la bourgeoisie blanche présente comme la condition de l'"émancipation" des travailleurs noirs au même statut que le travailleurs blanc, par l'accession au travail qualifié, n'est évidemment que de la poudre aux yeux cachant que toute augmentation du capital (machines, procédés de fabrication ou d'extraction,...) s'accompagne inévitablement de la réduction radicale des forces de travail nécessaires à la production grâce à une productivité du travail accrue. Aux traditionnelles méthodes d'exploitation de la force de travail, basée sur le système discriminatoire de l'apartheid et engendrant la misère généralisée des masses noires, la modernisation de l'appareil productif sud-africain, accompagné des nécessaires réformes sociales défendues par les libéraux blancs surtout, ne peut opposer que l'accession au grade d'ouvrier qualifié de quelques uns contre le licenciement massif et l'insécurité accrue de la majorité des autres mis au rancart par la course à l'augmentation de la productivité du travail. De l'oppression et de l'exploitation barbare du vieux système de l'apartheid, le réformisme du capital anglo-saxon n'a rien à soulager; la réforme sociale qu'il préconise est exigée par les nécessités du renforcement de l'exploitation capitaliste. Quelque soit la formule politique adoptée par l'Etat négrier, la bourgeoisie blanche devra toujours faire face à une masse croissante de prolétaires noirs chômeurs et sans réserve, et ne répondra jamais à leurs luttes vitales que par la loi du knout, dut-elle y mettre des formes démocratiques.

Le capital et l'Etat sud-africain sont donc dans l'impasse la plus totale, situation entretenue et aggravée par la crise capitaliste internationale. La montée et l'élargissement des luttes prolétariennes atteint un point de non retour, ébranle le privilège blanc mais aussi l'ordre régional dans cette Afrique australe vitale pour l'impérialisme. La lutte de la classe ouvrière noire en Afrique du Sud est déterminée par les conditions matérielles et sociales dans lesquelles la maintiennent les structures ségrégationnistes de l'Etat. Par conséquent, chaque revendication matérielle se heurte aux multiples barrières de la législation raciste et prend une dimension politique d'affrontement pas seulement aux patrons exploités, mais aussi automatiquement à l'Etat lui-même chargé de garantir les conditions d'exploitation négrière du prolétariat de couleur. Toutes les revendications du prolétariat noir, même celles au contenu spécifiquement économique, comme l'augmentation des salaires, entrent en contradiction brutale avec les bases mêmes de l'apartheid.

Les discussions -qui existent au sein des organisations politiques et syndicales noires- sur la nécessité et l'opportunité pour le prolétariat noir de politiser sa lutte de défense immédiate et économique en y intégrant des objectifs de lutte contre l'apartheid est un faux débat par le simple fait réel que la lutte ouvrière s'affronte sur chaque question à l'apartheid. Cette lutte du prolétariat noir contre le joug de l'apartheid existe de fait, la question de savoir si les organisations syndicales doivent limiter leur action à la défense économique ou étendre leur "compétence" à la lutte politique contre les discriminations raciales est absurde.

Le problème est ailleurs: il s'agit de déterminer à quelle perspective et programme politique elle peut servir de levier et quel doit être son point d'appui. Donc cette lutte doit-elle servir de levier à la révolution prolétarienne s'appuyant sur le parti de classe ou à la rénovation d'un ordre bourgeois aux formes aujourd'hui non compatibles avec la stabilité sociale et les nécessités mêmes de l'accumulation capitaliste?

La "politisation" ou non des syndicats est un discours qui cache la volonté des classes intermédiaires de ne pas perdre la direction de la lutte contre l'apartheid en cantonnant le prolétariat dans l'économisme borné ou en ne concevant la "politisation" de ses organismes syndicaux que comme courroie de transmission de leurs perspectives nationales-démocratiques. Car ce qui effraie les ténors de ces catégories là, c'est ce fait que depuis 15 ans, la vague de grève de plus en plus puissante n'engendre un processus de déstabilisation sociale brisant leurs efforts pour une solution pacifique et négociée et aux conséquences incontrôlables non seulement pour l'Etat sud-africain mais aussi pour toute la région australe de l'Afrique.

La classe ouvrière fait la démonstration que le rapport de force entre l'Etat et les masses noires ne dépend pas des titres de noblesse que l'impérialisme attribue à Tutu ou du dialogue entre l'ANC et les courants libéraux blancs, mais de son engagement direct dans la lutte contre l'oppression et l'exploitation raciste que le capital lui fait subir. C'est de l'organisation de la classe ouvrière sur ce terrain que peut naître sa capacité à prendre en charge l'ensemble des luttes sociales contre l'apartheid, dans l'objectif non pas de la démocratie ou de l'étape démocratique que proposent tous les chartistes (3), mais dans celui de ses objectifs propres de classe révolutionnaire.

Son apparition sur le devant de la scène des luttes de classes, sa détermination et sa résistance face à la répression, ne doit pas faire oublier sa fragilité sur la question de l'indépendance de classe. Elle ne constitue pas seulement une classe révolutionnaire contre l'Etat blanc raciste mais aussi vis-à-vis de la petite bourgeoisie noire -qui fournira le gros des rangs de la bourgeoisie dans le cadre de l'Etat multiracial et démocratique qu'elle vise dont l'alliance aujourd'hui se fait sous le drapeau de la fraternité interclassiste, mais qui a tout à craindre d'elle. L'alliance subordonnée de la classe ouvrière que les démocrates noirs réclament et mettent en place, leur permet de contrôler le mouvement des prolétaires et de le confiner dans les limites admissibles par la lutte pour la démocratie multiraciale.

Comme le démontre la grève des mineurs d'août passé, la démocratie a déjà un pied solide dans le mouvement ouvrier et l'on comprend mieux les conséquences pratiques pour la lutte de classe des principes interclassistes défendus par toute une catégorie de responsables syndicaux. A titre d'exemple, Sydney Mufamadi, assistant secrétaire général du COSATU, déclarait en décembre 1986 au Congrès des syndicats des étudiants blancs libéraux (le NUSAS) que: "Sur le plan théorique, le scénario qu'on vient de décrire s'intègre à une analyse de notre lutte comme ayant un caractère national-démocratique. Les forces sociales dont la mobilisation nous a amené à la situation actuelle..., n'appartiennent pas à une seule classe (...). De "sages conseils", venus des bibliothèques nous disent que ceux qui ont découvert que le socialisme est la solution doivent faire une croix sur tous les autres participants à la lutte, caractérisée comme petit-bourgeois. Il est évident que cette conception là ne correspond pas aux besoins de la classe ouvrière. Il s'agit d'une tendance erronée, qui découle d'une tentative de dresser les aspects nationaux et de classe de notre lutte les uns contre les autres, comme si ces deux éléments existaient dans deux mondes différents" (cité dans "Inprecor" du 8 juin 1987). Cet extrait synthétique explique fort bien la position des démocrates noirs: toutes les classes sociales de couleur doivent agir de concert dans la lutte contre l'apartheid en faisant leur le même et unique objectif national-démocratique. La classe ouvrière est donc priée une fois de plus dans l'histoire de ranger son programme propre au placard et de se soumettre à celui des autres classes.

A cette volonté de subordonner la classe ouvrière aux classes moyennes

et bourgeoises, les révolutionnaires doivent opposer la nécessité de la doter d'une indépendance politique totale. La classe ouvrière d'Afrique australe se trouve en situation de défense face aux attaques permanentes de l'ordre blanc raciste.

La transformation d'une telle phase de défense économique et sociale en lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir permettrait seule de libérer le prolétariat de toutes ses chaînes, non seulement de celles de l'apartheid, mais aussi de celles du salariat et de la domination bourgeoise. Mais une telle transformation ne peut surgir des conditions politiques actuelles dans lesquelles la lutte prolétarienne se développe. La seule extension des luttes, même si elles adoptent des formes insurrectionnelles de guerre civile, ne suffit pas à rendre le mouvement ouvrier capable d'imposer son pouvoir à la bourgeoisie. Une telle transformation exige que le mouvement ouvrier soit doté d'une organisation capable de le diriger en fonction d'objectifs non pas spontanés ou improvisés au fil de la lutte, mais définis une fois pour toute historiquement. Cette organisation capable de dépasser les limites objectives de la lutte immédiate, c'est le parti de classe international.

Sa direction sur le mouvement prolétarien n'est pas une condition éventuelle ou seulement favorisant pour la révolution elle en est une condition absolue et incontournable. Malgré leur ampleur et leur détermination, les luttes ouvrières se heurtent en Afrique du Sud comme ailleurs, à cette absence de parti communiste, construit autour de la théorie marxiste, de l'expérience de la révolution russe, de la IIIème Internationale des premiers congrès et du bilan de la dégénérescence stalinienne de ce cours historique. Comme en Pologne, les prolétaires noirs se heurteront, tant qu'historiquement cette absence ne sera pas levée, à des limites objectives de leurs mouvements.

Mais leurs puissantes luttes -au-delà des soulagements matériels et du desserrement du garrot raciste qu'elles apportent- ne sont pas pour autant inutiles à la révolution prolétarienne et à la préparation internationale du prolétariat.

Outre le fait qu'elles constituent un magnifique exemple pour les prolétaires du monde entier, elles placent à l'avant-scène des luttes sociales le prolétariat et confirment ainsi que sous le règne du capital il constitue bien la seule classe qui puisse être révolutionnaire. Elles démontrent au prolétariat de tous pays que c'est seulement sur sa force collective que peut reposer une lutte réelle et efficace contre toutes les formes que revêt la domination capitaliste. Cette démonstration elles le font aussi à la face de toutes les classes moyennes en perte d'identité sociale ou nationale, qui s'avèrent impuissantes à modifier fondamentalement les rapports de force sociaux et qui tendent donc à ramener sous leur coupe le combat du prolétariat pour le contrôler et l'accorder à leur perspective interclassiste. Enfin, par leur écho sur le continent, elles font naître les plus formidables espoirs de placer toute l'Afrique noire dans la tourmente des luttes de classes.

(1) Les ouvriers noirs Ovambos de Namibie étaient recrutés pour les industries par une agence unique. Ils étaient classés par un médecin en trois catégories, représentant en fonction de l'état de santé trois catégories de salaire et expédiés chez leur employeur, un bracelet au poignet indiquant à quel patron ils appartenaient. Tout cela pour un salaire misérable et des conditions de travail honteuses.

(2) L'inflation s'est établie comme suit: 14,7% en 1982, 12,3% en 1983, 11,6% en 1984, 16,3% en 1985. Ces chiffres situent la modestie de la revendication des 30% d'augmentation de salaire des mineurs noirs.

(3) Les "chartistes" désignent l'ensemble des organisations ayant reconnu la "Charte nationale" de 1955 établie par l'ANC et constituant la base de rassemblement de tous les courants petits-bourgeois et bourgeois appelant à la création d'un Etat démocratique et multiracial en Afrique du Sud sur le modèle des démocraties parlementaires occidentales, avec selon les acceptions plus ou moins de contenu "socialisant". Le COSATU et ses principales fédérations ont adopté la charte et ont déjà appris le B-A BA de l'illusion démocratique en proposant de la compléter par une "Charte des travailleurs".

Vive la grève des mineurs !

1986 avait été une année difficile pour l'Etat raciste sud-africain qui a dû faire face à un accroissement important des luttes sociales et plus particulièrement du nombre de grèves dans les entreprises publiques et privées. En juin 86 le gouvernement blanc décrétait d'ailleurs un nouvel état d'urgence qui enchaînait sur celui décrété une année auparavant et mettait à ce titre en quelques mois, 12 000 personnes sous les verrous, dans des prisons déjà surchargées par les vagues d'arrestations précédentes.



1987 devait s'avérer, malgré l'Etat d'urgence permanent que subissent les masses noires, une année encore plus redoutable pour la stabilité de l'ordre raciste. Elle s'ouvrit en effet par la grève des cheminots de la Compagnie Nationale des Transports qui 3 mois durant bloqua tout le trafic ferroviaire. Commencée mi-mars, celle-ci prit fin le 5 juin et mobilisa 17000 travailleurs, voisinant ainsi les records dans le tableau déjà bien rempli de la lutte ouvrière en Afrique du Sud, d'une part par le nombre de grévistes, d'autre part par sa durée.

Deux semaines plus tard, le 21 juin démarrait la grève des 14000 postiers qui se prolongeait encore en août. Organisés au sein de l'Association des travailleurs des Postes et Télécommunications (le POTWA), les travailleurs réclamaient la réintégration de soixante de leurs camarades licenciés en 1985 et d'une centaine de grévistes licenciés en avril dernier, ainsi que des salaires égaux entre noirs et blancs pour une fonction égale.

Ces deux grèves, parmi les autres plus locales, ont confirmé que la classe ouvrière noire était mûre pour déclencher de vastes mouvements de lutte à l'échelle de tout un secteur industriel et pour tenir la lutte sans subir l'usure du temps.

Mais de telles luttes ont montré que la radicalisation des prolétaires s'accompagnait de démonstrations violentes exprimant la haine ouvrière vis-à-vis de ses oppresseurs (incendie des 60 wagons par exemple) et qu'elle pouvait difficilement être maintenue sur une ligne pacifique et "responsable". A la violence bourgeoise, les prolétaires en grève ont répondu par leur propre violence, s'en prenant symboliquement au matériel, mais lançant ainsi en quelque sorte un signal de ce que pourrait être leur réaction dans un conflit plus large encore.

Le pire des crimes de lèse-majesté de ces grèves aura été d'éclater en pleine période électorale pour le renouvellement de la Chambre du parlement et de tourner ainsi en dérision cette mascarade de la démocratie blanche.

Le répit de la déclaration de l'état d'urgence qui avait "redonné confiance" aux investisseurs et aux milieux d'affaires et même favorisé la remontée éphémère du Rand, était donc bel et bien terminé. Alors que les cheminots paralysaient le pays, une autre grève se préparait dans les mines et allait causer un choc encore plus grand à l'ordre raciste.

Le lundi 10 août, 340000 mineurs se mettent en grève et bloquent par leur mouvement le fonctionnement de 44 des 46 mines d'or et de charbon les concernant. Les mineurs partent en lutte avec le bilan de leur grève de 1985. Cette année-là, les mineurs étaient restés sur leurs lieux de travail, regroupés dans leurs sordides baraques qui leur tiennent lieu plus de

prison que d'habitation, puisqu'il leur est interdit, selon les lois du travail migrant, de sortir du rayon de l'entreprise qui les emploie, sinon pour le congé annuel.

Ils se retrouvèrent alors à la merci des nervis patronaux qui à coups de crosse et sous les crocs de leurs chiens hargneux les obligèrent à reprendre le travail. Cette fois, dès les premiers jours de la grève, en dépit toutefois des risques d'éparpillement, les mineurs sont rentrés chez eux, en évitant la répression des vigiles et offrant de ce point de vue, de meilleures chances à la grève de s'installer jusqu'à satisfaction de leurs revendications:

- 30% d'augmentation des salaires (la Chambre des Mines, composée par l'Anglo American, Gencor, Rand Mines, JCI, Goldfields of South Africa, proposait selon les catégories de 15 à 23,4%).

- 30 jours de congé annuels payés

- Une prime de risque

- L'allocation du salaire pendant 5 ans à la famille d'un ouvrier mort par accident.

- Le 16 juin comme jour férié payé (jour anniversaire de Soweto en 1976).

Ainsi venait de se déclencher la plus grande grève de toute l'histoire du mouvement ouvrier d'Afrique du Sud, mais aussi celle qui réunissait les meilleures conditions pour faire plier l'Etat raciste, car elle s'attaquait au nerf vital du capitalisme sud-africain: les profits miniers sans lesquels toute l'économie du pays s'écroule. Les pertes estimées pour le capital s'élevèrent à 93 millions de Rands par semaine.

La concentration du capital dans ce secteur agit d'ailleurs comme un arme à double tranchant pour la bourgeoisie, car si elle lui assure de formidables profits, elle implique aussi la concentration ouvrière et donc ouvre le chemin aux luttes compactes et centralisées. C'est ainsi que 80% des grévistes appartiennent à l'Anglo American Corporation, principal groupe minier sud-africain.

Il était donc clair dès le début de la grève que potentiellement la lutte dépassait le seul cadre du conflit économique et prenait une dimension politique fondamentale dans l'affrontement contre le système de l'apartheid. La bourgeoisie blanche des mines ne s'y trompait pas. Dans sa première déclaration publique, Gavin Relly, président de l'Anglo American, remarquait que la grève se déroulait "de manière inévitable (...) dans un contexte d'aspirations politiques" des masses noires (cité dans "Marché Tropicaux" du 28 août 1987). Mais pour lui faire prendre réellement cette dimension, il était nécessaire qu'elle se consolide avec le temps et que sa direction reste intransigeante sur l'ensemble des revendications.

La réaction bourgeoise sera immédiate; deux jours seulement après le déclenchement de la grève, 78 militants du NUM, syndicat des mineurs affilié au COSATU, sont arrêtés dans le but évident de décapiter la grève. L'armée, la police, les vigiles interviennent contre les grévistes, tirant même à balles réelles.

Mais la grève s'étend à d'autres secteurs et touche aussi les fonderies d'or de la Rand Refinery. La lutte s'est engagée avec fermeté de la part des mineurs et au cours de la première semaine, Le NUM laisse encore espérer à sa radicalisation.

Après une semaine de grève, la répression qui s'abat sur les grévistes a déjà fait 240 blessés et opéré 200 arrestations.

Mais alors que le mouvement de lutte semble s'affermir et qu'existent des possibilités réelles d'extension et de liaison (notamment avec les postiers), le NUM accepte la proposition de dialogue de l'Anglo American pour mettre fin aux violences. Une telle proposition alors que toute l'initiative de la violence est du côté patronal et de l'Etat et que les répliques ouvrières ne constituent que la plus élémentaire auto-défense, relève du cynisme démocratique

le plus usuel. Mais accepter de négocier l'arrêt de la violence quand on ne fait que la subir était le signe annonciateur de la volonté des directions du NUM de ne pas donner aux mineurs les moyens de leur lutte et de trouver au plus vite les "ouvertures négociées" pour mettre fin à la grève.

Par ce moyen l'Anglo American amenait le NUM à la table de négociation et mettait en route le processus de marchandage qui mettra à la grève deux semaines plus tard. Ces premières négociations échoueront, car même pour le plus grand illusionniste il est difficile de faire croire à la sincérité des représentants patronaux de ne pas faire usage du fouet de leur vigile et de ne pas appeler à la rescousse la police et l'armée! Le lendemain d'ailleurs, la police tirera sur les grévistes à Welkom.

Après avoir cherché, dans un premier temps, à décapiter et terroriser les prolétaires en laissant agir la mitraille, le capital passe à la phase suivante des représailles massives: l'Anglo American exige des grévistes qu'ils acceptent ses conditions de salaire et qu'ils reprennent immédiatement le travail sous peine de se voir licencier. Le 21 août, l'Anglo American, devant le refus unanime des mineurs d'obtempérer à son ultimatum, licencie 6000 d'entre eux et menace 16000 autres du même sort.

Simultanément le groupe JCI menace 4000 mineurs à Randfontein et la Cie Grencor fait de même pour 24000 de ses mineurs.

A cette seconde offensive s'imposait, pour faire front de manière compacte, une riposte réelle consistant à resserrer les rangs des grévistes autour de leurs revendications. Mais le NUM, par l'intermédiaire notamment de son secrétaire général adjoint, Marcel Golding, annonce publiquement que l'augmentation revendiquée de 30% est négociable (il sera proposé 27%), révélant ainsi que la direction syndicale à la tête de la grève n'avait aucune volonté de renforcer la lutte et d'ouvrir une brèche profonde dans l'ordre bourgeois raciste. "Le Monde" du 18 août rapportait les propos de Cyril Ramaphosa, secrétaire général du NUM et ex-Conscience noire, sur la nature de la grève: "Ce n'est pas une épreuve de force, mais seulement la volonté d'acquiescer un salaire décent". Cette courte déclaration exprime pourtant bien la perspective de limiter l'ampleur de la grève et de la maintenir dans les limites déterminées et imposées par une orientation syndicale cherchant avant tout à faire ses preuves comme "interlocuteur valable" pour le capital, fût-il à moitié esclavagiste.

Le mardi 25, après deux semaines de grève, les négociations reprennent et les patrons rejettent les propositions du NUM sur les augmentations de salaire réduites et restent sur leur positions initiales.

Le mercredi 26, les mineurs rejettent à l'unanimité les propositions patronales et prorogent leur grève. L'Anglo American quant à elle élargit sa menace de licenciement à 28000 mineurs.

Le jeudi 27, le COSATU dans un élan velléitaire et irresponsable (au vu du cul-de-sac dans lequel la grève des mineurs est poussée malgré elle) annonce une grève générale de solidarité, qui restera lettre morte, mais qui contribuera à faire croire à la volonté des dirigeants des Etats-major syndicaux, de faire de la grève des mineurs un levier pour étendre la lutte dans un affrontement plus large avec l'Etat raciste capable d'arracher d'importantes concessions matérielles et sociales.

Après 3 semaines de grève, la volonté de combat des mineurs ne s'est pas émoussée; les signes de reprise du travail annoncés tous les jours par la Chambre des Mines font partie de la guerre psychologique classique pour provoquer l'incertitude et le doute chez les grévistes, mais ne recouvrent aucune réalité. La grève à en juger seulement par la mobilisation ouvrière, semblait s'installer dans un conflit de longue durée.

Mais pourtant, malgré les discours à l'extension et à la fermeté, le NUM, dimanche 30 août, appelle les mineurs à accepter les conditions patronales et à reprendre le travail lundi. Les mineurs retourneront donc au travail sans avoir obtenu une seule de leur revendication, tout juste une petite carotte sous forme d'une augmentation de la durée d'indemnisation que reçoit la famille d'un ouvrier mort au travail de 2 à 3 ans, et une augmentation de la prime de congé annuel.

Ce qui est plus grave encore, leur grève cesse non pas par manque de mobilisation des mineurs noirs, par manque de solidarité ou de possibilité d'extension et de liaison avec d'autres luttes, mais parce qu'elle a été dénaturée par le marchandage du NUM lors des négociations et par le clair objectif des directions de ce syndicat de ne pas

faire de cette grève un détonateur de lutte plus ample encore et un pôle de référence de la lutte des masses de couleur contre les discriminations raciales.

La grève des mineurs d'Afrique du Sud aurait pu devenir une véritable bombe pour tout l'ordre social de la région. C'est de cette bombe que le NUM n'a pas voulu, reléguant ainsi la lutte de classe au rang des accessoires que l'on utilise ou non au service d'une lutte respectueuse de la "Charte de la liberté" et donc assujettie aux perspectives d'émancipation démocratique de la petite-bourgeoisie.

Nous ne jugeons évidemment pas cette grève amputée sur le fait que 3 semaines c'est, dans l'absolu, trop court(1). Une seule semaine de grève dans certaines conditions peut être plus mortelle pour l'ordre capitaliste que des mois de lutte même la plus radicale dans d'autres conditions. Ce que nous critiquons c'est qu'en s'intégrant dans la perspective d'une lutte générale de nature démocratique, même si on la couvre du drapeau du "socialisme", les centrales syndicales, mises en place par la formidable vitalité du prolétariat noir, subordonnent les luttes ouvrières à une perspective interclassiste, donc les subordonnent aux objectifs des autres classes sociales.

(1) Mais par ailleurs une grève de ce type doit nécessairement être longue. Des informations parues dans la presse indiquent que les compagnies avaient accumulé un mois de stocks en prévision de la grève.

La IVème déboussolée

La IVème Internationale s'est toujours faite l'ardent défenseur des campagnes de boycottage de tous les régimes placés dans la corbeille "fasciste", dont l'Afrique du Sud en particulier. Elle s'est associée à toutes les campagnes du type anti-Outspan (les oranges importées d'Afrique du Sud) et a réclaté à l'impérialisme sur tous les tons de stopper ses investissements et de retirer ses capitaux déjà en place dans ce pays, afin de punir et de faire pression sur le gouvernement blanc raciste.

Depuis quelques années l'impérialisme, constatant les risques d'explosion non contrôlée de la région si rien ne bouge au niveau du processus souhaité d'assouplissement de l'apartheid, exerce quelques pressions sur les dirigeants blancs au pouvoir en désinvestissant de façon significative.

Voilà donc que la IVème est déboussolée par ce mouvement de repli des capitaux. Elle ne peut pas y souscrire sans autre évidemment, elle appelle donc à dénoncer l'hypocrisie américaine, puisque ce sont principalement les capitaux yankees qui opèrent ce reflux, et elle ne sait plus très bien sur quel pied danser, elle qui avait si souvent mis au défi l'impérialisme de cesser son soutien inconditionnel à l'apartheid.

Alors, en digne jésuite du socialisme, la IVème tente de se justifier: "Il (le mouvement de solidarité) doit savoir éviter le piège que constituerait une conception par trop économiste "du boycott. Le désinvestissement ne doit pas se traduire par une décapitalisation impliquant fermetures d'usines, démontage des machines ou d'autres formules visant à faire payer ce "trait aux travailleurs sud-africains. "Que les capitalistes se débrouillent, qu'ils acceptent les propositions des "syndicats indépendants, qu'ils trouvent "des solutions appropriées" ("Inprecor", 13 juillet 1987).

La IVème qui se targue de donner en toutes circonstances des solutions politiques concrètes et directement compréhensibles par les plus larges masses, tombe encore une fois dans les trous qu'elle a creusés. Désinvestir sans fermer les usines! Voilà un casse-tête chinois qui donne des migraines à la IVème et dont la seule résolution trouvée est: "Capitalistes, démerdez-vous!"

il comunista

organo del partito comunista internazionale
semestre du No 8 (août 87)

- Les masses palestiniennes dans l'état impérialiste. - Procès Barbie
- Les prolétaires yougoslaves contre la société du capital. - L'Italie et la guerre Iran-Irak. - L'octobre bolchevik. - Sur le bilan des crises du parti. - Antimilitarisme de classe (suite). - Correspondance ouvrière: Navicolor, Marghera.

L'EVEIL DU PROLETARIAT COREEN !

(Suite de la page 1)

Sous le régime du "Boucher de Kwangju", la Corée du Sud reprit son ascension économique. Cependant, la nécessité d'obtenir une certaine assise populaire apparut avec de plus en plus de force aux militaires et aux grandes familles bourgeoises à la tête des "Chaebols", les quelques gigantesques conglomérats qui dominent le pays; "démocratiser pour stabiliser", c'est ainsi que le journal "Le Monde" résumait l'orientation officielle (1).

Cependant les pas faits dans cette direction restaient faibles et sans véritable portée. Les événements des Philippines allaient voir une tentative de contraindre le régime à accélérer l'allure, de la part des U.S.A et de l'Eglise catholique.

Comme aux Philippines, le parti Démocrate américain poussa en avant un opposant dont il était sûr, Kim-Dae-Jung, condamné à mort après Kwangju et réfugié aux U.S.A. Comme Aquino quelques mois plus tôt, il entreprit son voyage de retour d'exil, encadré par des députés démocrates et des chaînes de télé U.S., pour contraindre le régime à lui reconnaître au moins une certaine liberté d'action dans le pays. Le gouvernement Coréen étant plus solide que le gouvernement Philippin, Kim ne fût pas assassiné à sa descente d'avion mais simplement roué de coups, séparé de ses "protecteurs" et assigné à résidence.

L'opération Kim-Dae-Jung fit long feu; il le reconnut lui-même l'an dernier en renonçant à briguer le poste de Président à cause de l'hostilité des militaires. C'est alors l'Eglise catholique, très minoritaire, qui, à l'exemple philippin, prit le relais.

Les manifestations et les émeutes de ce printemps; à la suite de l'agitation étudiante des derniers mois ont révélé la profondeur de l'aspiration à des changements démocratiques et l'hostilité aux militaires dans de larges couches de la population, y compris à la campagne. Les moyens d'information internationaux ont largement rapporté combien les étudiants étaient populaires parmi "le peuple", parmi la petite et la moyenne bourgeoisie modernes nées de la croissance économique, dont ils représentent l'avant-garde. Ces mêmes moyens d'information ont aussi rapporté que les prolétaires coréens continuaient eux, à travailler et ne participaient pas aux manifestations.

L'opposition démocratique, fidèle à elle-même, a été surprise et effrayée par l'ampleur du mouvement. Kim Kyong-Doo, porte parole du "Conseil pour la promotion de la Démocratie" condamnait fin juin la violence des manifestants et en parlant d'un "compromis historique pour la démocratisation", déclarait: "A présent il est temps de discuter. "Nous devons montrer que nous savons être responsables. Et nous ne voulons pas mettre Chun-Doo-Hwan et Roh-Tae-Woo le dos au mur. Nous savons bien de quoi ils sont capables."

En contre parti de l'arrêt des manifestations les démocrates demandaient alors la libération de 13 de leurs dirigeants et la levée de l'assignation à résidence de Kim-Dae-Jung. (2)

Mais le mouvement continuait et se renforçait fin juin, en raison de l'intransigeance du gouvernement, au point de paraître déboucher sur un affrontement généralisé. C'est alors, après des discussions "approfondies" avec l'envoyé spécial des U.S.A., que les généraux Chun et Roh (son successeur désigné) annoncèrent le 30 juin qu'ils acceptaient les demandes de l'opposition.

Cet accord tardif avec l'opposition n'a pas mis fin immédiatement aux manifestations étudiantes qui ont continué en juillet contre la répression, pour la libération de tous les prisonniers politiques (près de 3000). Il a cependant mis fin à la crise politique ouverte au sein de la bourgeoisie, en offrant une perspective d'intégration politique et économique à de nouveaux secteurs bourgeois et des couches moyennes, par la démocratisation d'un pouvoir jusqu'ici confisqué par les "chaebols" et leurs représentants militaires. Une des mesures les plus significatives de cette démocratisation va être l'émission d'actions par ces conglomérats pour accorder une place dans leur capital à de nouveaux investisseurs issus de couches bourgeoises récentes.

L'ENTREE EN SCENE DE LA CLASSE OUVRIERE

Nous avons vu plus haut quelques similitudes de la situation en Corée avec celle des Philippines avant la chute de Marcos, à commencer par le rôle des Etats-Unis pour impulser une démocratisation des régimes de ces Etats straté-

giquement indispensables pour eux. Les "pressions par en haut" n'ont pas manqué; mais à elles seules elles ne suffiraient pas -le secrétaire d'Etat Georges Schultz affirmait à regret le 26 juin: "On ne peut claquer des doigts et dire aux gens de faire ci ou de faire ça"-s'il n'y avait une certaine "pression par en bas", également indispensable pour tenter de contrôler le mouvement. Comme aux Philippines, c'est l'Eglise catholique qui est montée en première ligne pour assurer cette fonction, entraînant derrière elle les Eglises protestantes et certains moines bouddhistes. On peut constater une nouvelle fois la capacité de l'Eglise catholique à prendre ses distances vis-à-vis d'un régime (alors que les militaires l'avaient favorisée) pour sauvegarder son influence parmi les masses et agir en faveur de l'ordre social bourgeois en parfaite harmonie avec l'impérialisme américain.

Mais la différence essentielle entre les Philippines et la Corée tient à la plus grande maturité sociale capitaliste de cette dernière. Cette maturité se constate dans les chiffres de la sociologie bourgeoise: en 1980, 52 % de la population active des Philippines était employée dans l'agriculture 16 % dans l'industrie alors qu'en Corée on avait respectivement 36 % et 27 %. Plus important, elle a été démontrée dans les faits par l'irruption sur la scène en août, avec sa physionomie propre et pour ses buts propres, du grand absent des combats pour la démocratie des semaines précédentes, le jeune prolétariat coréen qui a un poids social bien supérieur à celui de son homologue Philippin.

Si les ouvriers coréens n'ont pas participé aux manifestations et aux émeutes étudiantes, ce n'était donc pas par "respect confucéen" envers l'autorité, ni par amour à leur entreprise, mais parce qu'ils sentaient que cette lutte ne les concernait pas.

Mais dès qu'ils ont vu le pouvoir contraint à reculer devant les manifestations de rue et senti donc un affaiblissement dans les forces qui pèsent sur eux, ils se sont engouffrés dans la brèche.

Parti des industries lourdes (notamment chez Hyundai, le plus gros Chaebol du pays) le mouvement de grève s'est étendu à l'industrie légère, au textile, aux transports, aux mines: 15 000 grévistes dans les mines de charbon s'affrontent avec la police, saccagent les locaux de la compagnie, les habitations des cadres, et encerclent les locaux du syndicat-maison; occupation par 4000 grévistes de l'usine automobile Daewoo; la grève des conducteurs de bus touche 30 villes, etc., etc..

Il n'est pas possible de faire un compte-rendu exhaustif des grèves, en raison du manque d'informations, mais on peut cependant en souligner quelques traits significatifs.

Elles ont éclaté surtout dans les grandes entreprises et les grandes concentrations industrielles avec peut-être une acuité particulièrement grande dans les chantiers navals, touchés par le marasme mondial du secteur. Les travailleurs ont fait preuve de beaucoup de détermination et de sens de l'organisation et n'ont pas hésité devant l'affrontement avec la police.

Le point central des revendications porte sur les salaires (les chiffres moyens donnés par le B.I.T. de 300 000 wons -2300 FF- de salaire pour 54 heures de travail hebdomadaire semblent rarement atteints; des salaires inférieurs à 200 000 wons pour plus de 60 heures de travail sont courants chez les travailleurs réguliers et inaccessibles pour les travailleurs journaliers qui constituent 30 % de la main d'oeuvre); mais une revendication est toujours présente, celle des syndicats libres. Les syndicats existants, quand il y en a, sont de purs et simples auxiliaires du patronat.

La grève chez Hyundai est exemplaire. Fin juillet les 6000 travailleurs de Hyundai Motors (automobile) arrêtent le travail. La grève ne dure que quelques jours (des arrêts de travail dans certains ateliers, continueront plus longtemps); mais elle est suivie par la grève des 20000 travailleurs de Hyundai industries lourdes, le premier chantier naval du pays à Ulsan; les revendications sont: 30 % d'augmentation des salaires, 4 jours de congés payés par an, reconnaissance du droit à un syndicat libre, ainsi que des revendications sur les conditions du travail.

Le 6 août le travail reprend après des promesses de la direction. Mais le 9 août, ne voyant rien venir, les travailleurs, se remettent en grève. La Direction réplique par le lock-out (fermeture

du chantier). Les travailleurs manifestent et se heurtent avec la police, la grève s'étend à d'autres entreprises de Hyundai jusqu'à toucher 30 000 travailleurs dans la ville de Ulsan. Les travailleurs occupent 5 usines et 1 chantier naval, avant de se retrancher dans une aciérie. Le 18 août la Direction accepte de négocier avec le syndicat qui s'est constitué le 14, et le travail reprend le 20.

Ce n'était cependant qu'une trêve car à la mi-septembre il y a de nouveau 5000 grévistes sur le chantier tandis que les 7 représentants élus par les travailleurs rejoignent en prison les centaines d'autres travailleurs arrêtés pour faits de grève ou activité syndicale dans le pays depuis des mois et toujours pas libérés.

Le mouvement gréviste paraît pour l'heure être retombé. Cependant la puissance dont il a fait preuve est le gage qu'il ressurgira avec des forces neuves, maintenant qu'il a pris le chemin de l'organisation indépendante. Par son refus d'écouter les appels à la modération de l'opposition bourgeoise démocratique, par son refus de prendre en compte "les intérêts économiques de la nation", par sa détermination à ne compter que sur ses propres forces, le prolétariat coréen donne une leçon au prolétariat des pays voisins, et du monde entier. La bourgeoisie mondiale voulait faire du capitalisme sud-coréen un modèle, et c'est un modèle de la lutte de classes qui apparaît !

La leçon vaut en particulier pour le prolétariat japonais encore empêtré dans la collaboration de classes et anesthésié par de longues décennies de réformisme social, qui lui est physiquement lié par la présence au Japon de travailleurs immigrés coréens.

Il ne faudrait cependant pas se faire des illusions. Le prolétariat sud-coréen

vient seulement de faire ses premiers pas. Les pas suivants seront dans une certaine mesure beaucoup plus difficiles. La bourgeoisie se hâte de tendre le piège démocratique que nous avons dénoncé dans le dernier numéro du "Le pro-létaire". Elle cherche à trouver une assise au sein de la classe, par le canal des associations ouvrières chrétiennes qui diffuse cette propagande parmi les prolétaires. Elle n'hésitera pas non-plus à utiliser le nationalisme anti-américain ou anti-japonais. Les obstacles sont donc nombreux -le moindre n'étant pas l'identification du communisme avec le capitalisme d'Etat Nord-coréen tout aussi répressif que son frère ennemi du Sud- sur le chemin de l'affirmation de classe du prolétariat sud-coréen. Ce chemin passe nécessairement par la reconstitution du parti révolutionnaire de classe, plus de soixante ans après la fondation du Parti Communiste de Corée. C'est là une question qui ne pourra être résolue qu'au niveau international. Le mérite du prolétariat sud-coréen est de commencer objectivement non à fournir déjà la réponse à cette question, mais à créer le terrain sur lequel elle pourra être concrètement posée. Le "cycle d'éveil de l'Asie" se rouvre sur la plase de la moderne lutte des classes.

"La Corée, c'est le monde" écrivions-nous au moment de la guerre qui témoignait de la domination absolue des impérialismes rivaux sur la planète. Aujourd'hui le message qui vient de Corée est celui de la lutte prolétarienne de classe. Et comme hier, ce message est adressé au monde entier: c'est notre avenir que nous indique la classe ouvrière coréenne, celui de la reprise de la lutte de classe.

1) "Le Monde", 20/2/85

2) Déclaration à "Libération", 20-21/6/87

Accord Reagan-Gorbatchev

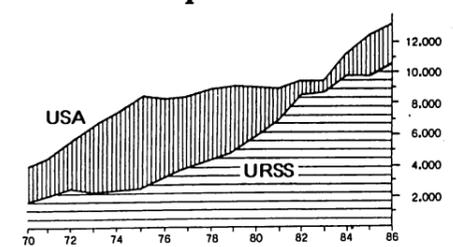
(Suite de la page 1)

à privilégier pour se placer au moment crucial, en bonne position de force face à l'adversaire, qui peut être autant un ennemi qu'un allié d'aujourd'hui car les renversements d'alliance font partie intégrante des nécessités objectives du cours de l'impérialisme.

C'est donc dans un monde en constante ébullition, aux lendemains toujours plus incertains, que se sont déroulées les discussions et les accords sur le désarmement entre les U.S.A. de Reagan et l'U.R.S.S. de Gorbatchev. Les publicistes bourgeois s'en sont donnés à coeur joie pour applaudir ce qu'ils taxent tous comme un "immense progrès de l'humanité vers un monde démilitarisé et dénucléarisé" et ont contribué -c'est leur rôle d'ailleurs- à semer la confusion la plus invraisemblable sur la signification réelle de ces accords.

Rappelons tout d'abord que les accords de paix et de désarmement entre les requins impérialistes de ce monde ne consacrent jamais le début d'une époque qui voit une réduction des armements, mais se situent au moment où il s'agit au contraire de libérer une nouvelle génération d'armes. Les accords de paix ne font alors que fixer des plafonds de production suffisamment élevés pour pouvoir s'armer en toute tranquillité et bonne conscience. Le premier accord SALT (1972) que les idéologues aux ordres avaient aussi accueilli comme la consécration suprême du dégel (dix ans après l'épisode des missiles russes de Cuba) ou en tout cas comme un "signe encourageant de la détente" a été une sinistre farce préjudiciable en guise de "détente" à décupler l'arsenal nucléaire des deux grandes puissances. Jusqu'au prochain accord SALT II, signé en 1979, bien que non ratifié par les Chambres américaines. Aujourd'hui le plafond des SALT II est atteint et même dépassé par les Etats-Unis et par l'U.R.S.S.. Le graphique ci-dessous montre que tous les SALT du monde n'ont pas freiné la progression des armes nucléaires.

Les ogives nucléaires stratégiques depuis 1970



D'ailleurs ni les russes ni les américains n'ont le besoin réel de porter plus haut encore leur capacité de feu nucléaire, dans la mesure où ils ont

déjà avec leurs stocks cauchemardesques la possibilité de faire exploser plusieurs fois la planète. Il y a actuellement, suspendue sur la tête de chaque individu de la planète, une charge nucléaire équivalente à 10 tonnes de TNT.

En clair en cas de conflit nucléaire, les antagonistes n'auraient pas le temps de "consommer" le dixième de leur arsenal avant d'être eux-mêmes anéantis. Du point de vue technique ne se pose donc plus la question de la quantité, mais celui de la qualité, c'est-à-dire de la précision du tir pour l'offensive et de la protection antimissiles pour la défense (sur laquelle porte l'IDS américaine, ce bouclier spatial contre les missiles russes). Sur le plan quantitatif les euromissiles ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan inquiétant des mégatonnes. Pour les Etats-Unis, ils représentent seulement 2,4 % de l'ensemble de leur arsenal stratégique et pour l'U.R.S.S. 8,5 % ! D'autre part une bonne partie de l'arsenal sur lequel porte l'accord est d'une technologie dépassée et donc bonne pour le rebut. Il en est ainsi des SS 12/22 et SS-4 russes ainsi que des Pershings 1-A des américains. Car si l'impérialisme "sacrifie" quelques bombettes c'est bien pour faire place nette pour d'autres. Le "Monde Diplomatique" de juillet notait que "Les programmes américains de missiles de croisière air-sol ou "mer-sol" permettront aux Etats-Unis de "disposer d'une capacité de frappe anti-force qui se comptera par 4 milliers de charges nucléaires avant la fin de la prochaine décennie".

Il ne faut donc pas que le prolétariat se laisse bernier par les chants de sirène sur le désarmement ! Tout ce que l'impérialisme ne mettra pas sur terre, il le mettra sous l'eau, sur mer ou dans les airs ! Il ne faut donc pas chercher la raison de cet accord à grand spectacle dans une quelconque volonté pacifique des deux grandes puissances, ni même dans une crainte des conséquences de l'utilisation de l'arme nucléaire. Il faut chercher les enjeux véritables de tout ce ballet de diplomates et de chefs d'Etat auxquels russes et américains se sont livrés depuis "l'échec" de Reyjavik bien ailleurs que dans ce marais de justifications idéologiques destinées à tromper les prolétaires.

L'enjeu c'est l'Europe, cette Europe partagée en deux par le marché de Yalta et qui subit, avec d'autant plus de force depuis que s'est ouverte la période de crise capitaliste, les poussées contradictoires de forces et d'intérêts divergents, dont l'effet final peut bouleverser la carte des alliances et provoquer la rupture finale des déséquilibres. L'instabilité du cordon de protection de la Russie comme le lanci-

(suite en page 7)

Accord Reagan-Gorbatchev

(Suite de la page 6)

nant problème de l'unité allemande sont parmi les principaux facteurs de déséquilibre et donc de guerre.

A sa manière le général Jean Nicot (ancien major général de l'armée de l'air) exprime dans le "Monde Diplomatique" de juillet, cette crainte de voir éclater des changements d'alliance en Europe: "Aujourd'hui, les conditions politiques ne sont plus les mêmes qu'à la fin de la décennie 50, lorsque notre doctrine de dissuasion du faible au fort fut élaborée. Moscou tente les Européens par la perspective d'un traité de dénucléarisation de leurs territoires; la RFA est sollicitée dans l'espoir d'une réunification, sous la houlette de Moscou, bien sûr. Parallèlement le découplage (c'est-à-dire en clair: la "rupture d'alliance, NDLR) Etats-Unis - Europe menace à court terme, et la même question se pose pour le découplage "RFA-Europe de l'Ouest".

C'est ce "découplage" que les Etats-Unis craignent, que se soit celui de l'Europe, d'une partie importante d'entre elle, ou seulement de l'Allemagne; et même s'il n'est pas dans son intérêt économique et politique de renforcer l'Europe, le retrait de ses missiles offre une nouvelle situation de responsabilité pour l'Europe. La défense du

territoire n'est plus assurée directement par les Etats-Unis qui n'étant plus présent sur le vieux continent ne sont plus obligés de riposter immédiatement à toute offensive de l'Est. L'Europe doit donc prendre le relais des U.S.A., se doter de moyens militaires, intégrer sa défense, avec une Allemagne dominante, à la charnière de deux mondes d'intérêts. Les manoeuvres communes, péniblement organisées, entre l'armée allemande et la Force d'Intervention Rapide, viennent à point nommé pour répondre, au moins symboliquement, à cette nouvelle nécessité de l'évolution des rapports de force interimpérialistes.

Voilà où il faut chercher les vrais raisons de l'accord Reagan-Gorbatchev, c'est-à-dire dans les seules déterminations matérielles qui orientent la conduite des Etats bourgeois, leur trajectoire, leurs alliances, etc.

Les prolétaires les plus conscients et les révolutionnaires doivent dénoncer avec force toute la mystification qui règne autour de ces chiffons de papier que l'impérialisme signe pour mieux les renier. La campagne pour le désarmement que mène la cohorte d'experts, de professeurs, etc., est un véritable poison intoxiquant le prolétariat et destiné à le tromper sur l'agressivité réelle du capitalisme. Elle accentue encore plus sa désorientation face à la question de son attitude dans une guerre impérialiste.

Lorsque les super-puissances parlent de désarmement ce n'est pas par esprit de paix mais seulement parce que la crise capitaliste provoque des glissements importants dans le jeu des alliances hérités du dernier carnage impérialiste (mais bain de jouvence pour le capital !). L'Europe, le plus vaste marché mondial, est la zone de tempête par excellence, malgré la montée dans les rapports stratégiques du Pacifique et les convoitises de l'impérialisme sur des continents entier tel l'Afrique et malgré son apparente stabilité (une stabilité qu'elle doit au fer et au feu ne l'oublions pas).

De ses alliances, de ses ruptures dépendent en grande partie (3) la stabilité de l'ordre impérialiste mondial.

Derrière le rideau de fumée des récents accords soviéto-américains sur les euromissiles se cache donc la préparation à la guerre de l'impérialisme dont quelques signes manifestes sont la militarisation accrue de l'Europe, le réarmement de l'Allemagne, du Japon et la mise en route aux Etats-Unis, comme en U.R.S.S., mais avec un peu plus de retard, de nouveaux programmes d'armements nucléaires (4).

Le prolétariat ne doit pas se laisser envoûter par les chants des guerriers déguisés en sirène, ni se faire la moindre illusion sur le sort que lui réserve l'impérialisme et sa bourgeoisie nationale

en particulier. Demain le soit-disant ami d'aujourd'hui avec qui on signe des accords de paix et de désarmement, deviendra "l'agresseur" qui ne respecte pas ses engagements ! Pour le prolétariat à l'Est comme à l'Ouest et quels que soient les raisons "légitimes" invoquées par son Etat il sera à l'ordre du jour de mettre en pratique ce couplet de l'Internationale:

"Appliquons la grève aux armées,
"Crosse en l'air et rompons les rangs !
"S'ils s'obstinent, ces cannibales
"A faire de nous des héros,
"Ils verront bientôt que nos balles
"Sont pour nos propres généraux."

(1) Voir dans "le prolétaire" No 255 et 256 de décembre 1977 l'article "Evolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre".

(2) Pour ne pas oublier la question du Pacifique qui elle aussi se pose pour l'impérialisme des problèmes conflictuels de "couplage" et "découplage" entre le Japon, l'U.R.S.S., la Chine et le gendarme américain.

(3) A dollars constants, les dépenses militaires américaines étaient en 1980 de 185 milliards, elles sont en 1987 de 320 milliards pour atteindre probablement 350 milliards de dollars en 1990.

GREVES AU MEXIQUE

Introduction

Il y a quelques mois, nous avons reçu du "Collectif Communiste Alptram" (C.C.A.), groupe de militants révolutionnaires mexicains qui publie une revue intitulée "Comunismo", un "communiqué" sur la situation au Mexique dressant un bilan sur les luttes ouvrières de résistance aux attaques capitalistes. Ce texte est adressé à "toutes les organisations révolutionnaires du monde" et "au prolétariat international". Nous le publions ci-dessous en intégralité car il fournit une information sur la situation sociale et les luttes ouvrières qu'il est difficile sinon impossible de connaître en Europe par le biais des médias bourgeois. Ce texte analyse correctement la situation tragique dans laquelle se trouve le prolétariat mexicain, qui ploie sous le poids de la crise capitaliste et décrit le rôle de l'appareil politique et syndical de l'opportunisme, tout aussi néfaste au Mexique qu'en Europe.

Le prolétariat mexicain comme tous les prolétaires de la périphérie subit les coups redoublés de la crise internationale du capitalisme. A la crise proprement dite du capital, c'est-à-dire l'incapacité dans laquelle il se trouve de se reproduire, vient s'ajouter la crise financière du Mexique endetté jusqu'au cou au FMI qui fait pression sur l'Etat pour qu'il augmente la part de profit en diminuant les salaires déjà misérables. Le Mexique c'est donc un prolétariat fortement développé, mais pressuré à tel point qu'il constitue un danger réel pour l'ordre social du pays, mais aussi de la région tant sont importants et vitaux les liens qui l'unissent autant avec les Etats-Unis qu'avec les autres pays latino-américains.

A titre d'exemple de ce que pourrait représenter comme bombe pour l'ordre impérialiste un soulèvement du prolétariat mexicain, qui interromprait le flux de pétrole vers les Etats-Unis, citons une déclaration de Clyde Mark, haut fonctionnaire de la division des affaires étrangères du Congrès, lors d'une conférence de presse: "Washington est disposé à envoyer des forces militaires au Mexique pour s'assurer le contrôle des puits de pétrole si ce pays limite de manière critique l'approvisionnement des Etats-Unis en hydrocarbures" (1). Même s'il parlait "à titre personnel", cela n'en dit pas moins sur les intentions de l'impérialisme yankee !

Sans nous étendre sur ce sujet, voilà pourquoi le développement de la lutte de classe au Mexique est d'une importance vitale pour venir à bout de tout l'ordre bourgeois et impérialiste régional. Voilà pourquoi aussi le texte du CCA, apportant un matériel de connaissance et d'information sur les luttes ouvrières, est intéressant et qu'une telle initiative est à saluer.

Pour terminer cette introduction, nous devons expliquer que CCA s'est adressé dans sa démarche de correspondance internationale à plusieurs groupes politiques dont le CCI (Courant Communiste International) qui a publié des fragments de cet article dans sa "Revue Internationale" du 3ème trimestre de cette année. A son habitude, le CCI se fait mousser avec ses "relations internationales" et passe sans pudeur la main dans le dos à ce petit groupe de révolutionnaires comme s'il en faisait "son affaire". Le CCI, conseiller convaincu et donc anti-parti, dans ses envolées fraternelles à propos du CCA ose même déclarer que: "Intégrant la situation au Mexique dans le contexte international, l'analyse que fait le CCA emprunte la même démarche et tire

"les mêmes conclusions que nous". Parlons justement des conclusions de l'article du CCA que l'on peut lire plus bas ! Elles parlent de la nécessité pour le prolétariat de dépasser les limites de la lutte de défense économique par la direction d'un organe politique central et international, le "Parti Communiste International" (2), défendant sur tous les plans, théorique, politique, tactique, les objectifs de la révolution prolétarienne mondiale. Curieusement le CCI n'insiste pas trop sur cette conclusion, c'est pourtant bien elle qui est fondamentale !

Il nous faut cependant signaler une lacune dans le communiqué et dans cette conclusion, qui pourrait recouvrir une erreur politique. Il semble qu'on ne songe pas à présenter une alternative de lutte et d'organisation classistes sur le terrain de la défense immédiate du prolétariat; l'extension politique des luttes à caractère économique apparaît alors comme la seule solution à la trahison des syndicats. Or la trahison syndicale ne doit pas faire oublier le besoin d'organismes de défense économique et sociale de la classe, ouverts à tous les travailleurs sur des bases de classe, et qui sont dans le schéma marxiste, intermédiaires entre la classe et le parti. Il existe des méthodes et des objectifs classistes, qui, sans être de nature strictement politique, s'opposent concrètement aux sabotages des bureaucraties syndicales et aux attermoissements des gauchistes, incapables de rompre avec les "officiels". Les révolutionnaires ne doivent pas désertier le terrain de la lutte de défense immédiate ou économique, pour se cantonner au terrain politique, abandonnant ainsi dans les faits le monopole de cette lutte aux réformistes, car cela reviendrait à laisser indéfiniment le prolétariat sous leur emprise et à empêcher qu'il puisse jamais s'engager sur la voie révolutionnaire.

(1) Cité dans "Problèmes d'Amérique Latine" No. 70, 1983.

(2) précisons que l'identité de cette appellation avec le nom de notre parti ne traduit pas de lien organisationnel.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

Correspondance

LA CRISE CAPITALISTE

1. L'aggravation de la crise cyclique et d'accumulation oblige le capital mondial à soumettre à ses nécessités particulières de valorisation et de réalisation de la plus-value. Pour obtenir ses résultats spécifiques, la bourgeoisie mondiale en est venue à appliquer dans la plupart des pays capitalistes (centraux et périphériques) des plans et des programmes de "reconversion industrielle" et de "restructuration" et de "réorganisation" du procès de production et de reproduction du capital.

Cette situation s'est traduite dans une attaque ouverte et générale des conditions d'existence de la classe ouvrière en réaffirmant ainsi chaque fois plus vigoureusement la tendance (immanente au capital) à la paupérisation du prolétariat et à la décomposition accélérée de couches comme la petite-bourgeoisie.

La misère croissante du prolétariat est devenue palpable avec la réduction et la liquidation des "programmes sociaux" de l'Etat, principalement dans les aires centrales du capitalisme; avec la croissance accélérée de l'armée industrielle de réserve, surtout en Europe; avec l'augmentation du taux d'exploitation dans toutes les aires capitalistes, qui, dans le cas de la périphérie, en se combinant avec une très forte inflation, rendent plus difficile encore l'existence du prolétariat.

Cette situation a entraîné l'émergence de mobilisations de larges couches du prolétariat dans le monde entier, principalement en Europe occidentale. Le déploiement de ces mouvements revendicatifs (où la grève de masse a été le trait central, par exemple en France et en Espagne ces derniers mois) a marqué la résistance et la réponse prolétariennes aux conditions auxquelles le capitalisme entend soumettre le prolétariat.

Le prolétariat mexicain n'a pas été une exception. La fraction mexicaine de la bourgeoisie mondiale a appliqué les mesures nécessaires pour maintenir les intérêts du capital mondial dans son ensemble.

Depuis 1974 la bourgeoisie mexicaine et son Etat redoublèrent leurs efforts pour s'intégrer au processus mondial de "reconversion industrielle". Dans sa version mexicaine, la reconversion doit commencer dans le secteur industriel d'Etat puis s'étendre au reste de l'économie, ce qui implique aussi une nécessaire ré-adéquation de l'administration d'Etat et la réduction des dépenses de celui-ci, particulièrement en ce qui concerne les dépenses sociales.

Au cours des 3 dernières années, l'Etat a fermé des entreprises dans le secteur sidérurgique, dans les transports et les communications, de même que dans le secteur central de l'administration. Les subventions d'Etat pour l'alimentation de base ont été suspendues et les dépenses d'Education et de Santé amputées.

Un procédé général utilisé par l'Etat est de maintenir les augmentations de salaires de tous les travailleurs en dessous de l'inflation et de faire en sorte que les salaires convenus dans les contrats collectifs du travail s'approchent toujours plus du salaire minimum légal.

Pour donner une idée générale de la situation du prolétariat au Mexique, nous donnerons quelques chiffres de la statistique bourgeoise: 6 millions de chômeurs, soit

19% de la population active; 4 millions de personnes "sous-employées"; le salaire minimum légal est passé de 120 dollars par mois en 1985, à 87 dollars par mois en 86; plus de 50% des salariés recevaient en 86 le salaire minimum légal. Un résultat évident en 87, étant donné le processus accéléré de la dévaluation et de la croissance de l'inflation (115% par an), est une détérioration encore plus grande, tandis que croît toujours le nombre de chômeurs.

LES OBSTACLES A LA LUTTE OUVRIERE

2. La baisse substantielle des conditions de vie du prolétariat au Mexique ces 3 dernières années est arrivée à un point extrême au début de 1987. Ainsi par exemple, la situation des travailleurs du secteur électrique, du point de vue des salaires, est exemplaire de ce qui se passe dans le secteur public. Après avoir reçu en 82 des salaires qui représentaient 11,5 fois le salaire minimum, ils ont reçu en 86 des salaires qui n'équivalaient plus que 4 fois le minimum légal.

L'inquiétude parmi les travailleurs du secteur public était palpable depuis l'an dernier. La grande majorité des syndicats réalise les révisions des contrats collectifs et fixe les salaires professionnels entre janvier et avril. La pression croissante des travailleurs pour qu'ils négocient des salaires plus élevés, permit aux syndicats du secteur public de prévoir qu'il y aurait des mobilisations qui pourraient éventuellement être en marge d'eux. En février, l'Etat fit savoir aux travailleurs par l'intermédiaire des syndicats, que "il n'y a pas de fonds" pour couvrir la demande d'augmentation "d'urgence" fixée par les syndicats à 23% (au Mexique l'inflation dépasse 110% par an).

Malgré les durs coups reçus par le prolétariat à DINA, RENAULT et FUNDIDORA DE MONTEREY (FUMOSA) en 86, et immédiatement après la fin de la grève étudiante dans la ville de Mexico - conflit typique des classes moyennes et avec lequel la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie voulurent donner au prolétariat une "leçon" sur les "bontés" de la démocratie bourgeoise au milieu de la crise économique la plus aigüe de tous les temps - les électriciens (36 000 en tout) déclenchèrent le 28/2 une grève dans la zone centrale du pays qui toucha le District Fédéral et les 4 départements qui l'entourent. Cela signifiait affecter un centre névralgique de l'appareil productif, car il s'agit de la zone industrielle et de concentration ouvrière la plus importante du pays. L'électricité est aussi la matière première auxiliaire qui met en marche toute l'industrie de la région et la plus grande partie du pays.

La grève ne dura que 5 jours et les travailleurs reprirent le travail sans avoir rien obtenu; mais dans ce bref laps de temps se révélèrent de la façon la plus nette une série de tendances qui sont apparues dans les mobilisations actuelles du prolétariat, en Europe principalement, et dont certaines étaient déjà en germe à FUMOSA. Dans la grève des électriciens, nous voyons la tendance à une riposte ouvrière de masse et les possibilités d'extension à d'autres secteurs du prolétariat, comme cela est arrivé en Belgique, en France et en Espagne récemment. Egalement on peut constater la durée réduite de cette grève, à la différence de FUMOSA, où la riposte dura près de 2 mois. Les particularités de la grève sont les suivantes: (Suite en page 8)

GREVES AU MEXIQUE

(Suite de la page 7)

1. A la différence de ce qui s'est passé à DINA, RENAULT et FUMOSA l'an dernier, où les conflits durèrent plus longtemps, la grève des électriciens prit immédiatement un caractère politique. Deux heures avant l'appel à la grève, l'Etat, par ordre présidentiel, réquisitionna les installations de la Compania de Luz, "pour sauvegarder l'intérêt national". Certaines installations productrices d'énergie électrique furent investies et gardées par les forces de l'ordre. L'Armée était prête à intervenir immédiatement.

Devant le caractère clairement politique pris par la grève, le syndicat martela dans la tête des travailleurs, avec l'aide de la gauche du capital, que le mouvement "était un événement national en défense du Droit, de la Légalité, de la Constitution", "de la souveraineté nationale", etc; et il réussit à empêcher la compréhension de ce que la lutte économique devient lutte politique dans la mesure où elle s'affronte à l'Etat bourgeois et que la démocratie bourgeoise n'est que la dictature politique du capital sur le prolétariat et les couches déshéritées de la population.

En répétant continuellement que "l'unique possibilité pour que la grève soit déclarée illégale ce serait des actes de violence de la part des travailleurs", le syndicat empêcha ceux-ci de mettre sur pied la plupart des piquets de grève et d'appeler les travailleurs non syndiqués ou d'autres catégories (convertis en jaunes par décret) qui furent amenés à travailler en ces lieux, à se joindre à la grève.

2. Le syndicat fit preuve d'une grande flexibilité pour s'adapter aux conditions imposées par le mouvement des travailleurs pour le ramener dans ses filets et le soumettre.

Les syndicats qui sont articulés rigidement à l'appareil d'Etat ont plus de possibilités de perdre leur crédibilité devant les travailleurs par des actes aussi brutaux que ceux qu'ils commirent à FUMOSA (14000 licenciements directs, 40 000 licenciements indirects); c'est pourquoi il est nécessaire qu'entrent en jeu les tendances de gauche du capital et les gauchistes, pour maintenir l'ordre et ramener la mobilisation dans les canaux de la "paix sociale".

Dans ce cas, à la différence de ce qui s'est passé à FUMOSA, où les travailleurs étaient dominés par un syndicat clairement perçu par eux comme faisant partie de la structure de l'Etat, le syndicat mexicain des électriciens (SME) est "démocratique", en plus d'être un pont entre le syndicalisme officiel ("charro" dans le jargon ouvrier

du pays) et le syndicalisme de base ("de classe") propulsé par la gauche du capital et les gauchistes. Pour cette raison, le syndicat dès la première minute de la grève fit passer dans la tête des travailleurs l'idée que "l'organisation syndicale était en danger" et qu'il était donc nécessaire de se plier aux décisions du comité central du syndicat. Cela permit au SME de manoeuvrer de droite à gauche et vice-versa, radicalisant son langage en même temps qu'il agitait des consignes du plus pur style nationaliste.

Les travailleurs se laissèrent littéralement conduire par ce que décidait le SME: la grande majorité abandonna les centres de travail et se concentrèrent autour du bâtiment syndical...immobilisés pour "éviter la violence"; la propagande qu'ils distribuaient leur était fournie par le syndicat; ils laissèrent le syndicat chercher la "solidarité" chez d'autres syndicats, etc...

Le SME, de la même façon que les syndicats automobiles et mineurs à DINA, RENAULT et FUMOSA, enferma les travailleurs dans le pire des corporatismes, en les isolant du reste des travailleurs et maintint le conflit à un niveau local (le SME ne contrôle que les travailleurs de la zone centrale du pays).

De plus, le SME en tant qu'un des principaux protagonistes du "Bureau de concertation syndical", véritable concile où se réunit toute la gamme des syndicats "démocratiques" et syndicalistes de base pour fabriquer des "journées de solidarité" caricaturales, se chargea de remplir les pages de la presse bourgeoise d'une véritable "solidarité"... de papier tandis que les autres syndicats maintenaient tranquilles "leurs" travailleurs.

La gauche du capital, par ses partis politiques, ses groupes et ses syndicalistes, se chargea de bombarder les électriciens de l'idée qu'il fallait défendre ce "bastion de la démocratie" représenté par le SME et surtout, qu'il fallait canaliser la mobilisation dans la voie de "la souveraineté nationale", "contre le paiement de la dette extérieure", etc...

3. L'Etat déploya toute une campagne d'intimidation à travers des moyens de communication afin d'empêcher toute sympathie à la grève parmi de larges secteurs du prolétariat et de la petite-bourgeoisie appauvris de la zone centrale, et pour effrayer les grévistes eux-mêmes.

La presse (de la droite à la gauche) et la télévision bourgeoise répétèrent sans trêve que l'arrêt du service électrique frappait surtout les zones populaires et prolétariennes; qu'elle favorisait la délinquance nocturne; et que satisfaire à l'augmentation de salaire revenait à augmenter les tarifs de l'électricité. Elle fit aussi courir le bruit que

pourrait être décidée la liquidation de la société d'électricité, avec le chômage qui s'en suivrait. Le SME lui-même écrivait: "le cabinet économique (nous a dit) que si nous faisons grève, nous ferons disparaître les avions, nous réquisitionnerons les téléphones et nous liquiderons la Compania de Luz", contribuant ainsi à maintenir à l'écart le reste des travailleurs du secteur public, enfermés dans leurs entreprises.

L'Etat insista sur l'illégalité de la grève et dans certaines stations des corps paramilitaires harcelèrent les travailleurs qui maintenaient des piquets, allant jusqu'à en séquestrer un groupe. Là où, pour des raisons stratégiques, il était nécessaire de maintenir en fonction les installations, il protégea les jaunes (travailleurs non syndiqués de la compagnie ou d'autres établissements publics) par des groupes de policiers.

4. La seule manifestation que purent réaliser les électriciens, avec près de 800 000 participants à Mexico arriva à réunir de forts contingents d'électriciens des 4 départements du centre du pays. Vinrent aussi d'autres travailleurs du secteur public (Métro, Tramway, Téléphone, Banques, Université, etc) et de l'industrie (Confection) ainsi que de petits noyaux de travailleurs en grève d'entreprises moyennes (Brasserie Mactezuma, Aciers Ecatepec). A cette manifestation se joignirent aussi des groupes d'habitants des quartiers déshérités et des étudiants.

Face à la possibilité évidente d'extension massive de la grève à d'autres secteurs, le tribunal du travail déclara, 2 jours après cette marche, que la grève était "inexistante" et appela les travailleurs à reprendre immédiatement le travail sous la menace de licenciements massifs. Le syndicat obligea à reprendre le travail, en disant: "nous sommes respectueux de la loi". Quand le syndicat annonça cela à l'assemblée des travailleurs au local syndical, les grévistes furent contrariés. Il y eût des cris de "traîtres" contre les dirigeants syndicaux, mais toute la colère finit en frustration puis en résignation. Seule une minorité de travailleurs fut capable de réagir contre le syndicat, mais sans arriver à faire un bilan de ce qui s'était passé; ils attribuèrent la défaite à une "tactique erronée" du comité central du syndicat.

5. Tandis que l'Etat frappait les électriciens, les autres syndicats sabotaient toute tentative de mobilisation dans d'autres secteurs. Ils empêchèrent en 3 occasions le déclenchement de grèves dans des secteurs comme les Téléphones, les Tramways, l'Aviation de la ville. Ils démobilisèrent aussi les travailleurs de l'Université, du cinéma et les instituteurs.

Secteur après secteur, les syndicats manipulèrent et s'imposèrent aux travailleurs de façon qu'ils acceptent la détermination de l'Etat de ne pas accorder une augmentation de salaire d'urgence.

Après le début de la grève de l'électricité, il était visible qu'une grève allait éclater dans les téléphones. Le syndicat tenta jusqu'au bout de la retarder, en la "reportant" un nombre incalculable de fois; mais la détermination des travailleurs ne faiblissait pas dans les assemblées syndicales. L'Etat appliqua la même tactique que pour les électriciens: 2 heures avant le début de la grève, il réquisitionna l'entreprise et le syndicat fit reprendre aussitôt le travail. Dans ce cas non plus, les travailleurs ne furent pas capables de s'opposer au syndicat.

En conclusion on a pu observer que le syndicat, dans ses différentes variantes, est un véritable obstacle pour la lutte revendicative du prolétariat là où loin d'exprimer les intérêts du mouvement revendicatif du prolétariat, il incarne les intérêts de la nation bourgeoise et de son Etat.

L'Etat bourgeois imposa sa politique salariale avec l'aide syndicale, brisant la résistance des travailleurs et contenant la tendance de celle-ci à l'extension, la généralisation et la simultanéité.

6. Le mouvement de résistance aux mesures salariales du capital qu'arrivèrent à mener les électriciens, avec toute ses limitations, comme le corporatisme, la confiance envers les syndicats et la méfiance envers leurs forces propres, l'isolement et le grand poids de l'idéologie bourgeoise nationaliste, a été important car il a montré aux travailleurs que la lutte pour les revendications économiques se transforme inévitablement en mouvement politique étant donné qu'il s'affronte inexorablement à l'Etat bourgeois. Il leur montra aussi qu'existe une tendance vers la grève massive, où les possibilités d'étendre le mouvement à d'autres secteurs sont toujours plus évidentes.

Et c'est précisément sur les faiblesses du mouvement revendicatif que les communistes doivent en permanence insister, en clarifiant et en tirant le bilan de la lutte afin de préfigurer les tendances et les perspectives globales du mouvement de la classe.

C'est à ce moment qu'est nécessaire de forger l'instrument politique du prolétariat, qui lui fournit les éléments de son identité de classe, c'est à dire le Parti Communiste International, qui incarne à chaque moment de sa lutte, la perspective du Programme Communiste.

Pour l'abolition du travail salarié!
COMUNISMO Mexico, avril 1987

LA GUERRE DU GOLFE A UN TOURNANT

Au moment d'entamer sa huitième année, la guerre Iran-Irak est à un tournant. Non que le dénouement soit forcément proche; mais les signes se multiplient qui indiquent que entrons dans une nouvelle phase du conflit.

Nous avons souvent rappelé que cette guerre servait d'abcès de fixation pour les conflits et les contradictions de toute la région. Elle n'a pu durer si longtemps que parce que tout l'ordre impérialiste y trouvait un intérêt. (1)

D'un côté il fallait bloquer les poussées subversives qui partaient de Téhéran, provoquer l'involution de la "révolution" iranienne et empêcher qu'elle revête des traits anti-capitalistes; de l'autre, il était nécessaire de circonscrire les menaces nées de l'effondrement du "gendarme régional" qu'était le régime du Shah, empêcher la désintégration de l'Etat-tampon iranien face à l'U.R.S.S., et paralyser les velléités anti-israéliennes des Etats arabes moyen-orientaux par la menace de "l'expansionisme Persé".

Dans ce cadre, les impérialismes rivaux ont joué un jeu complexe, que nous n'avons pas la place ici de décrire. L'importance stratégique de la région est démontrée par le fait qu'à deux reprises le problème des rapports avec l'Iran a été à l'origine d'un scandale majeur qui a profondément perturbé la vie politique américaine.

Ces scandales naissent des divisions au sein de la bourgeoisie américaine sur la politique des U.S.A. dans la région. Les rumeurs de ventes d'armes à l'Iran par Israël et les Etats-Unis ont circulé pendant des années. Elles n'ont pu donner lieu à un scandale, à une "affaire" que lorsque certains secteurs bourgeois s'en sont emparés pour s'en servir d'arme contre la politique de l'Administration Reagan vis-à-vis de l'Iran. Cette politique devenait de plus en plus vulnérable en raison de son insuccès à déboucher sur une alliance stable avec l'Iran, et, réciproquement des succès de l'U.R.S.S. dans son long effort pour se rapprocher des pétro-monarchies "modérées": Les Russes quasiment évincés du Moyen-Orient par l'accord de Camp-David risquaient d'y revenir par l'intermédiaire des alliés habituels de l'Occident, les pays qui détiennent les robinets du pétrole!

Le scandale de l'Irangate contraignait les U.S.A à faire la preuve qu'ils n'étaient pas du côté de l'Iran; mais il a fallu cependant que le Koweït fasse naviguer quelques pétroliers sous pavillon soviétique, pour qu'ils acceptent, à contre-cœur, le rôle de protecteur officiel de ce pays et qu'ils envoient leur flotte de guerre dans le golfe!

La France, puissance secondaire, n'a pas, de son côté, les moyens de jouer tous les tableaux. Dès le début de la guerre, elle a misé sur l'Irak où depuis plusieurs années elle s'employait à prendre la place laissée vacante par les impérialismes anglo-saxons. Piégée par ses investissements initiaux, elle s'est vue contrainte de doubler la mise à chaque difficulté de l'Irak, de peur de tout perdre. Une défaite irakienne serait lourde de conséquences pour l'économie française. C'est pourquoi la tentative de "ré-équilibrer" la position française, faite par le gouvernement issu des élections de 86, était condamnée d'avance. L'affaire "Gordji" a permis cet été au "complexe militaro-industriel" (2) de mettre un point final à ce ré-équilibrage mort-né: pas une voix ne s'est élevée pour préconiser de poursuivre la normalisation des rapports avec l'Iran, et seul le P.C.F. a critiqué l'envoi de navires de guerre dans le Golfe.

Le fait nouveau et significatif dans la guerre est sa tendance à s'internationaliser, à gagner d'autres pays. Dans tout conflit, lorsqu'on passe de la guerre d'usure à la guerre de mouvement, c'est que les équilibres et les rapports de force sont sur le point de rompre ou de se modifier. Sur le strict plan militaire, on est arrivé à une impasse: ni l'un, ni l'autre des protagonistes ne semble avoir la force de rompre le front de l'ennemi. Mais la guerre d'usure arrivera tôt ou tard à épuiser l'un ou l'autre, qui risquera alors de s'effondrer.

L'Irak, qui est le plus faible, est conscient de cette menace; il y a longtemps qu'il ne fait plus la guerre qu'à crédit, grâce à la bonne volonté de ses fournisseurs d'armes (U.R.S.S. et France surtout) et aux subsides versés par les pétro-monarchies (principalement l'Arabie Séoudite et le Koweït). Or la baisse des revenus du pétrole risque

de tarir cette source. L'Irak cherche donc depuis plusieurs mois à internationaliser le conflit, à entraîner les grandes puissances dans l'engrenage pour qu'elles fassent pression sur l'Iran. L'attaque par l'Irak d'un bateau américain a été le prétexte saisi par les U.S.A. pour s'impliquer militairement dans le Golfe et menacer... l'Iran. Les troubles de La Mecque, quelle que soit leur origine, ont isolé l'Iran en faisant renaître le spectre de la subversion islamique: L'Irak a fait comprendre qu'il est le seul barrage contre cette subversion.

Au niveau diplomatique, les grandes manoeuvres ont commencé. L'O.N.U., au bout de 7 ans de guerre, met sur pied une "initiative de paix", c'est-à-dire que les grandes puissances pour la première fois depuis 7 ans, estiment que la guerre ne peut plus durer. Les alliés traditionnels de l'Iran vacillent: la Syrie paraît s'éloigner, peut-être parce que Téhéran n'a plus les moyens de payer le prix de son alliance avec Damas et exige le remboursement de la dette de la Syrie à son égard. La Lybie amorce un spectaculaire rapprochement avec l'Irak. Les pétro-monarchies (et la Lybie) promettent à l'Iran de lui payer des dommages de guerre si elle accepte de conclure la paix.

Les impérialismes de second rang, qui cherchaient à se tenir à distance de la ligne de feu (3), sont maintenant mis en appétit par les perspectives de réajustement ou de repartage des zones d'influence. Quelques semaines après avoir refusé de protéger ses propres navires, quelques jours après avoir décliné la proposition des U.S.A. d'assurer en commun la sécurité de la circulation dans le Golfe, la France se ravise et envoie ses navires de guerre. Quelques jours après avoir cependant refusé d'envoyer des dragueurs de mine, la France et la Grande-Bretagne en envoient, bientôt suivies par la Belgique, la Hollande et l'Italie.

Cette soudaine concentration de forces militaires n'implique pas nécessairement un règlement imminent du conflit; mais elle signifie que tous les rapaces impérialistes sont persuadés que les choses bougent et que faisant fi de la prudence affichée auparavant, ils jugent qu'il est temps d'être présent sur place pour

tirer les marrons du feu et faire valoir leurs intérêts.

Quelle que soit la suite des événements, que faute d'informations fiables, nous ne nous hasarderons pas à pronostiquer, il faut garder à l'esprit que des facteurs sociaux internes aux deux pays militent contre une paix rapide. Dans les deux cas la guerre a été utilisée pour museler brutalement toute opposition et pour imposer aux travailleurs et aux masses une autorité forcée; c'est ainsi que l'Irak vient récemment de supprimer les syndicats, pourtant serviles. La paix verrait la continuation, pour des années, de cette austérité afin de rembourser les dettes et reconstruire l'économie, tandis que la démobilisation de dizaines de milliers de soldats ne détendrait pas le climat social. Les deux régimes craignent donc autant la paix que la guerre.

Paix ou guerre, les Etats bourgeois Iraniens ou Irakiens ne promettent aux travailleurs et aux exploités que sacrifices, austérité, misère et répression. Et l'impérialisme occidental ou oriental, aux mains propres et à la bonne conscience, après s'être nourri du massacre, se prépare à profiter de la paix, tant que le prolétariat ne viendra pas briser cet ordre sanguinaire.

(1) On connaît la formule de Kissinger: "Il faudrait que les deux pays soient perdants".

(2) La formule est du "Monde Diplomatique" qui décrit la Direction Générale de l'Armement comme la pièce maîtresse du "Lobby Irakien". Son chef le général Audran, abattu par Action Directe, était même surnommé "Monsieur Irak".

(3) L'impérialisme français a le culot de répéter qu'il n'est pas "l'ennemi de l'Iran". Mais selon certains organes de presse américains, les conseillers militaires français en Irak ont été "engagés dans des combats de faible intensité". De toute façon les dirigeants français ont toujours affirmé que "l'Irak ne doit pas être vaincu". L'impérialisme fait la guerre avec le sang des autres tout en mobilisant les travailleurs contre la "barbarie" Iranienne!